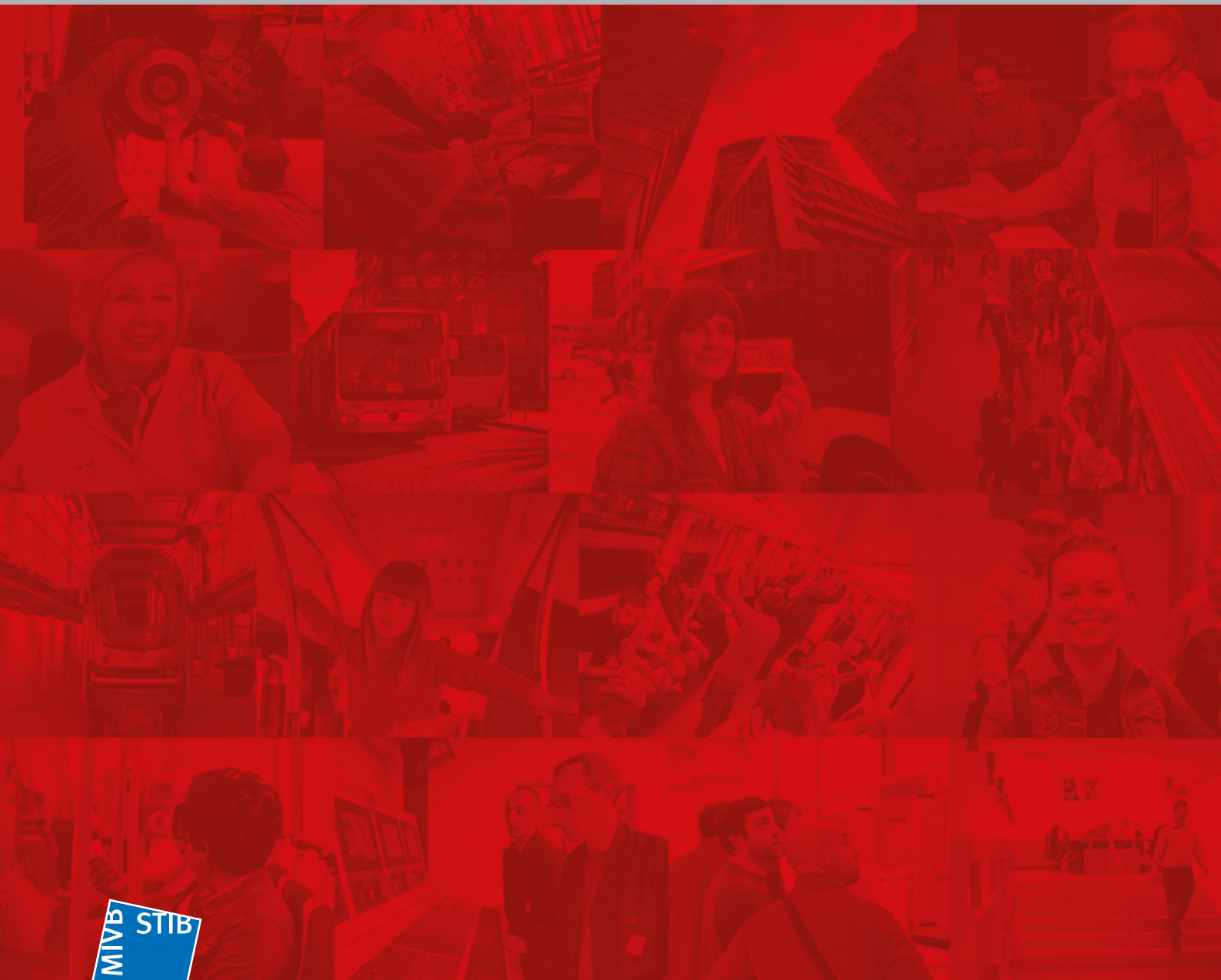


2015

RAPPORT FINANCIER

Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles



.brussels 
C'EST NOUS TOUS

RAPPORT FINANCIER 2015

Rapports du Conseil d'administration, du Collège des commissaires et
du Commissaire-réviseur à l'Assemblée générale des associés

Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles





— Conseil d'administration 2015 —

ORGANES DE GESTION

La Société des transports intercommunaux de Bruxelles est une association de droit public liée à la Région de Bruxelles-Capitale par un contrat de gestion qui fixe tous les 5 ans les engagements et devoirs respectifs de chacune des deux parties. La Société est administrée et gérée par le Conseil d'administration, le Comité de gestion et l'administrateur-directeur général.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est chargé d'arrêter le budget de la société, d'arrêter les comptes annuels, de conclure le contrat de gestion avec le Gouvernement de la Région, d'en contrôler la bonne exécution ou encore d'approuver les conventions collectives négociées par l'administrateur-directeur général. C'est aussi le Conseil d'administration qui conclut les conventions avec les pouvoirs publics, ainsi que les contrats et conventions engageant la STIB pour des montants supérieurs à 2.479.000 EUR et qui délibère sur toute question non attribuée à un autre organe.

| | | |
|------|-----------------|---|
| MM. | Th. RYCKALTS | <i>président</i> |
| | V. CORDIER | <i>vice-président</i> |
| | Br. de MEEÛS | <i>administrateur-directeur général</i> |
| | Kr. LAUWERS | <i>directeur général adjoint</i> |
| | R. BARGHOUTI | <i>administrateur</i> |
| | D. DE BACKER | <i>administrateur (1)</i> |
| | H. DE GEEST | <i>administrateur</i> |
| | D. DELBECQUE | <i>administrateur</i> |
| Mme | D. DE VALKENEER | <i>administratrice (2)</i> |
| M. | I. DÓNMEZ | <i>administrateur</i> |
| Mme | E. ELOY | <i>administratrice</i> |
| MM. | L. HACKEN | <i>administrateur</i> |
| | V. HENDERICK | <i>administrateur</i> |
| Mmes | V. LIBERT | <i>administratrice (2)</i> |
| | M. LOBJOIS | <i>administratrice (2)</i> |
| | O. MARGAUX | <i>administratrice</i> |
| MM. | N. MONSEMPO | <i>administrateur</i> |
| | P. SIMON | <i>administrateur (3)</i> |
| | H. SIMONS | <i>administrateur (3)</i> |
| Mme | S. TEMMERMAN | <i>administratrice</i> |
| MM. | D. COPPENS | <i>administrateur (4)</i> |
| | R. TIMMERMANS | <i>administrateur (4)</i> |
| | G. VAN HECKE | <i>administrateur (4)</i> |
| | K. LOWETTE | <i>chargé de mission du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (5)</i> |
| | A. GUENNED | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (6)</i> |
| | V. RIGA | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (6)</i> |

(1) Jusqu'au 26.5.2015.

(2) A partir du 3.9.2015.

(3) Jusqu'au 2.9.2015.

(4) Assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative.

(5) Membre du Comité de gestion ; assiste au Conseil d'administration avec voix consultative.

(6) Assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle.

Comité de gestion

Le Comité de gestion exerce les pouvoirs de haute direction dans la gestion de la société. Il propose le budget d'exploitation au Conseil d'administration et veille à son exécution. Il arrête les comptes mensuels, autorise les emprunts et les ouvertures de crédit, passe les contrats qui engagent la STIB pour des montants supérieurs à 743.680 EUR et inférieurs à 2.479.000 EUR, prend et donne tout bien en location, décide des acquisitions ou des aliénations immobilières, autorise les actions judiciaires...

| | | |
|-----|---------------|---|
| MM. | Th. RYCKALTS | <i>président</i> |
| | V. CORDIER | <i>vice-président</i> |
| | Br. de MEEÛS | <i>administrateur-directeur général</i> |
| | Kr. LAUWERS | <i>directeur général adjoint</i> |
| | V. HENDERICK | <i>administrateur</i> |
| Mme | O. MARGAUX | <i>administratrice (1)</i> |
| MM. | P. SIMON | <i>administrateur (2)</i> |
| | D. COPPENS | <i>administrateur (3)</i> |
| | R. TIMMERMANS | <i>administrateur (3)</i> |
| | G. VAN HECKE | <i>administrateur (3)</i> |
| | K. LOWETTE | <i>chargé de mission du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (4)</i> |
| | A. GUENNED | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (5)</i> |
| | V. RIGA | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (5)</i> |

(1) A partir du 10.9.2015.

(2) Jusqu'au 2.9.2015.

(3) Assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative.

(4) Membre du Comité de gestion ; assiste au Conseil d'administration avec voix consultative.

(5) Assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle.

En 2007, le Comité de gestion institue en son sein :

- un Comité d'audit – chargé d'assurer le suivi spécialisé des comptes de l'entreprise ;
- un Comité des rémunérations – chargé de proposer les rémunérations des administrateurs et des deux membres de la Direction générale de l'entreprise.

Administrateur-directeur général

L'administrateur-directeur général est responsable de la gestion journalière de la société. A ce titre, il exécute les décisions prises par le Conseil d'administration et le Comité de gestion, il passe les commandes et conclut les contrats qui engagent la société pour un montant qui n'excède pas la somme de 743.680 EUR. Il reçoit toutes les sommes dues à la société, il négocie les conventions collectives avec les représentants du personnel, etc.

Assemblée générale

L'assemblée générale approuve les comptes annuels. Elle donne décharge au Conseil d'administration et au Collège des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mandat.

L'assemblée générale est composée des propriétaires de parts dans le capital de la société, chaque part sociale donnant droit à une voix. La Région de Bruxelles-Capitale détient 139.000 parts sociales (99,28%), "Bruxelles Infrastructure Finance" (filiale de la SRIB) en détient 1.000 (0,72 %).

Collège des commissaires aux comptes

Le Collège des commissaires aux comptes surveille les opérations de la société. Les commissaires peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société. Il leur est remis chaque semestre un état résumant la situation active et passive de celle-ci. Ils reçoivent annuellement, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, toutes les pièces nécessaires à la vérification des écritures.

MM. Ph. BARETTE, *directeur de la Direction Stratégie, Bruxelles Mobilité - AED du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.*

W. STOEF, *inspecteur général des Finances du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.*

Ph. GOSSART, *réviseur d'entreprises.*

Commissaire-réviseur

Le collège des commissaires-réviseurs atteste que les documents comptables sont établis selon les exigences légales et, s'il s'agit de comptes annuels, qu'ils donnent une image fidèle de la société.

CABINET MAZARS, représenté par M. Ph. Gossart et M. L. Acke, *réviseurs d'entreprises.*

CABINET RSM, représenté par Mme V. Maricq et M. J.-F. Nobels, *réviseurs d'entreprises.*

Suite à la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 septembre 2015, un nouveau Conseil d'administration et un nouveau Comité de gestion ont été installés. Le 8 septembre 2015, les administrateurs ont proposé au Gouvernement les deux administrateurs devant siéger au sein du Comité de gestion.



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE GESTION

.....
Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles



TAUX DE COUVERTURE SEC 95

43,14%



COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

La société présente non seulement ses comptes annuels légaux conformément à la législation applicable aux sociétés commerciales, mais également des comptes d'exploitation et d'investissement ventilant les charges et les produits selon leur destination. Ces comptes statutaires analytiques permettent de suivre, tant le fonctionnement de la société "exploitante" d'un réseau intégré de transport par tramway, bus et métro, que la maintenance et le renouvellement des investissements qui le composent. Ce sont ces comptes analytiques qui font l'objet des commentaires repris ci-après conformément à l'article 96 du code des sociétés.

A noter que concernant les risques et incertitudes, hormis les éléments repris ci-après, aucune circonstance connue n'est susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

Taux de couverture

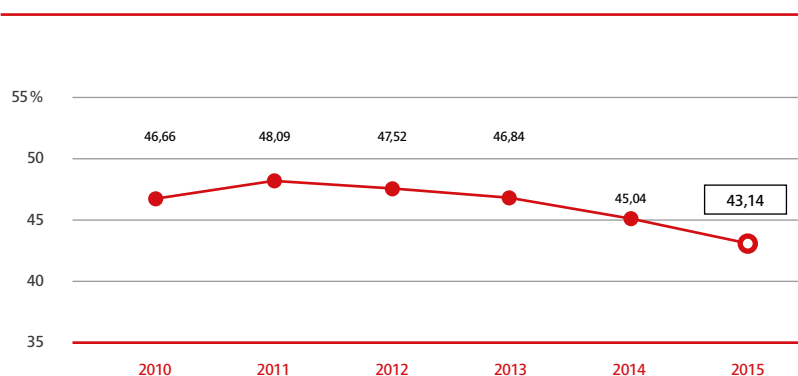
La STIB suit l'évolution du taux de couverture SEC 95.

Le taux de couverture « SEC 95 », calculé conformément à la méthodologie précisée par l'institut des comptes nationaux qui ne prend pas en compte toutes les rubriques de charges et de produits, atteint 43,14 % en 2015. Dans ce calcul, la dotation pour l'amélioration de l'offre a été considérée comme un subside et non pas comme une rémunération de prestations de transport.

Selon le règlement ⁽¹⁾ du Parlement européen et du Conseil relatif au Système européen des comptes (SEC) nationaux et régionaux dans l'Union européenne, ceux-ci doivent être adaptés suivant une nouvelle version du système comptable européen : le SEC 2010. Il succède à la version précédente : SEC 95. Cette nouvelle méthodologie sera suivie dans le futur.

Ci-après, un historique depuis 2010 calculé suivant cette méthodologie :

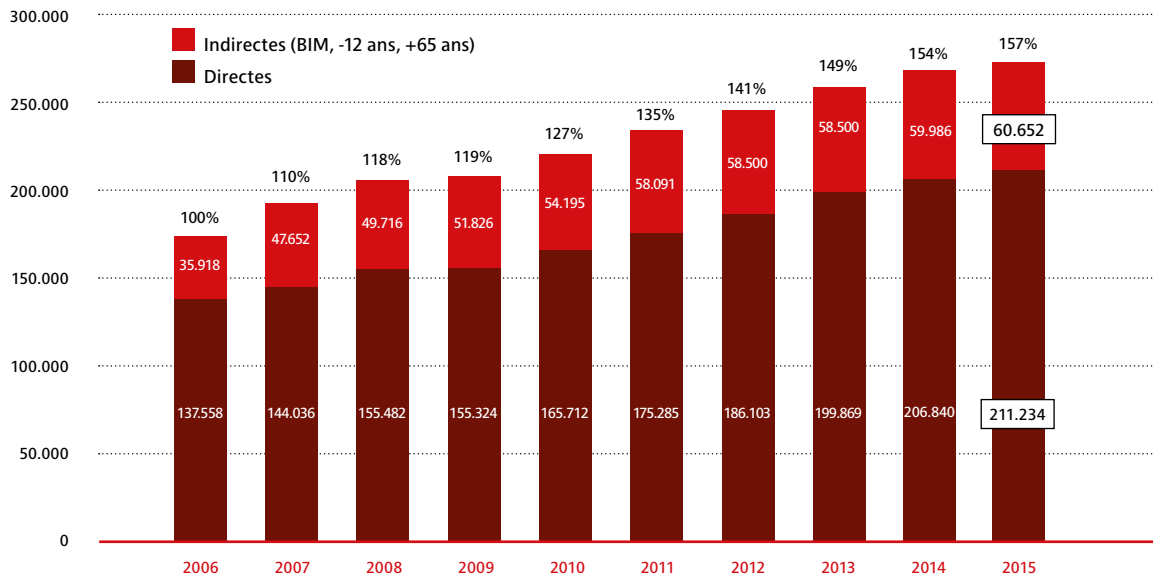
Taux de couverture SEC 95 (en %)



(1) Règlement (UE) n°549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21.5.2013 relatif au système européen des comptes nationaux dans l'Union européenne.

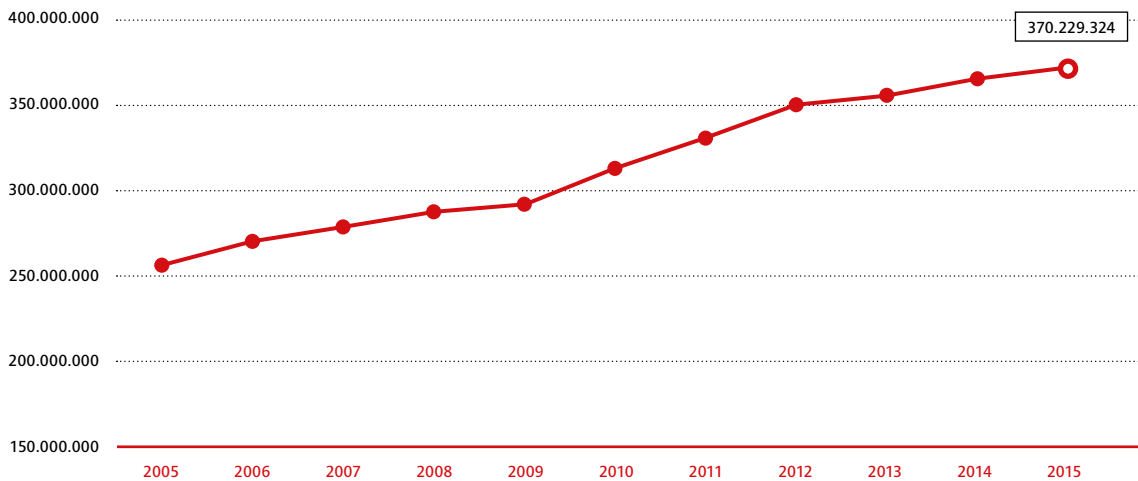
Recettes du trafic (en milliers d'euros)

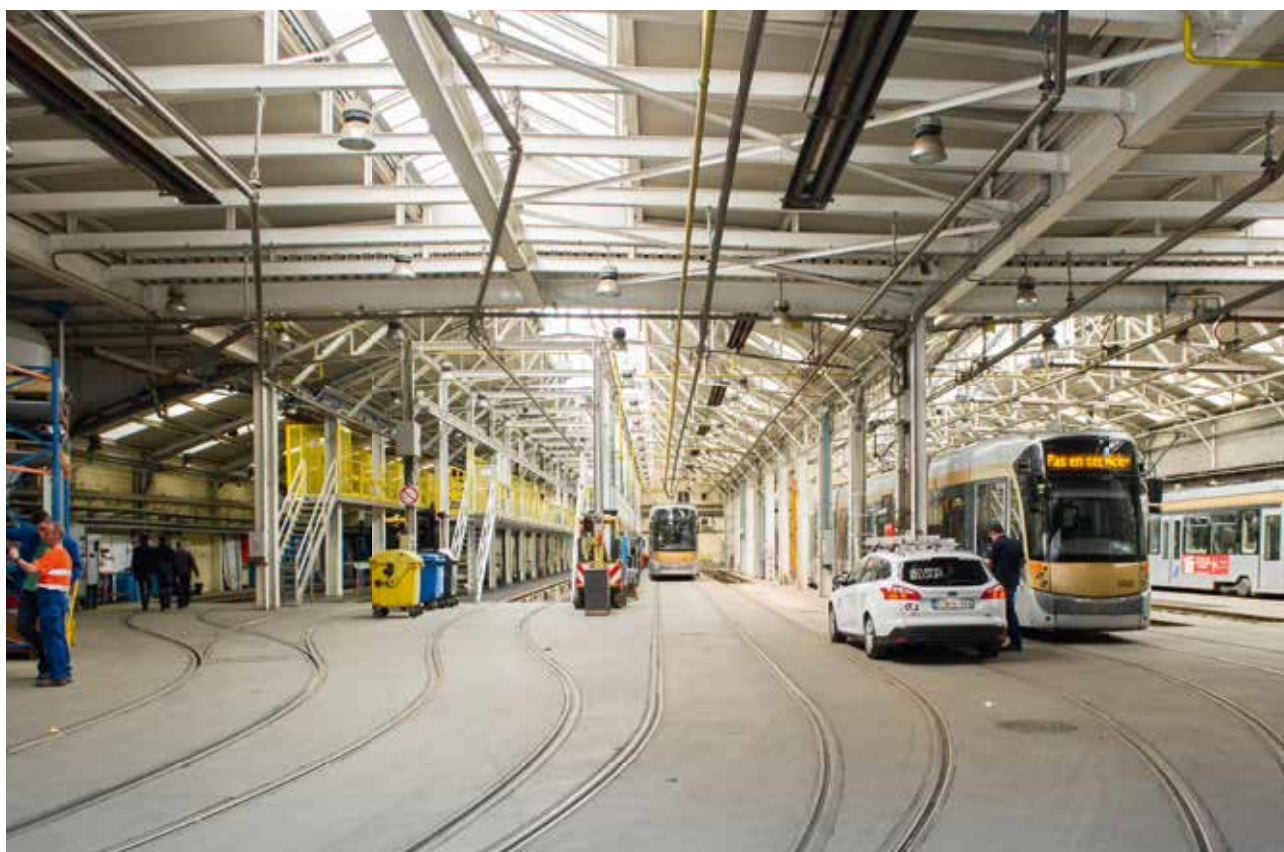
L'exercice se caractérise par une croissance des recettes du trafic portant celles-ci à 272 millions d'euros. Cette évolution est remarquable comme l'indique la représentation graphique ci-après (+ 57 % en 10 ans).



La poursuite d'une telle évolution des recettes liée aux tarifs appliqués et à la fréquentation du réseau est toutefois incertaine et doit inciter la société à la prudence et à la maîtrise de l'évolution de ses charges.

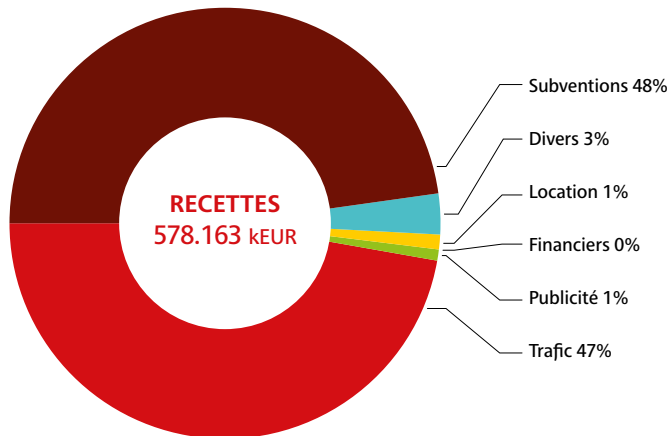
Évolution du nombre de voyages



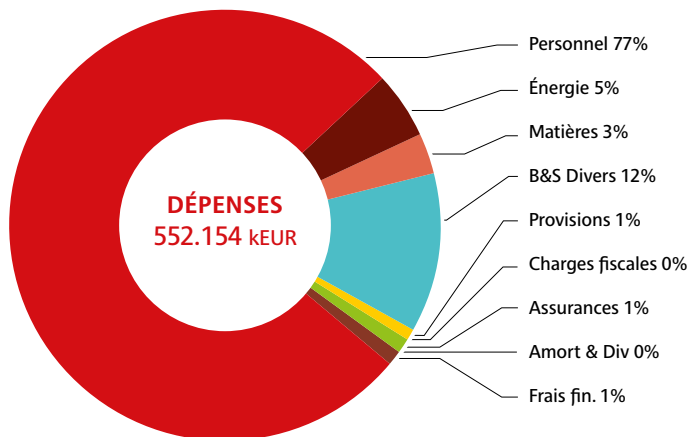


Compte de fonctionnement (en milliers d'euros)

LES PRODUITS SONT VENTILÉS COMME SUIT :



ILS DOIVENT TOUTEFOIS ÊTRE MIS EN RELATION AVEC LES CHARGES D'EXPLOITATION CORRESPONDANTES :



La masse salariale en fonctionnement représente 77 % des coûts d'exploitation avec un total de 428 millions EUR. En 2014, le taux était de 74 %.

Ce montant couvre les rémunérations et les charges sociales légales et extralégales, y compris les charges de pensions complémentaires, de prépensions et de licenciements conventionnels pour une population importante d'agents devenus inactifs ou d'ayants droit de ceux-ci.

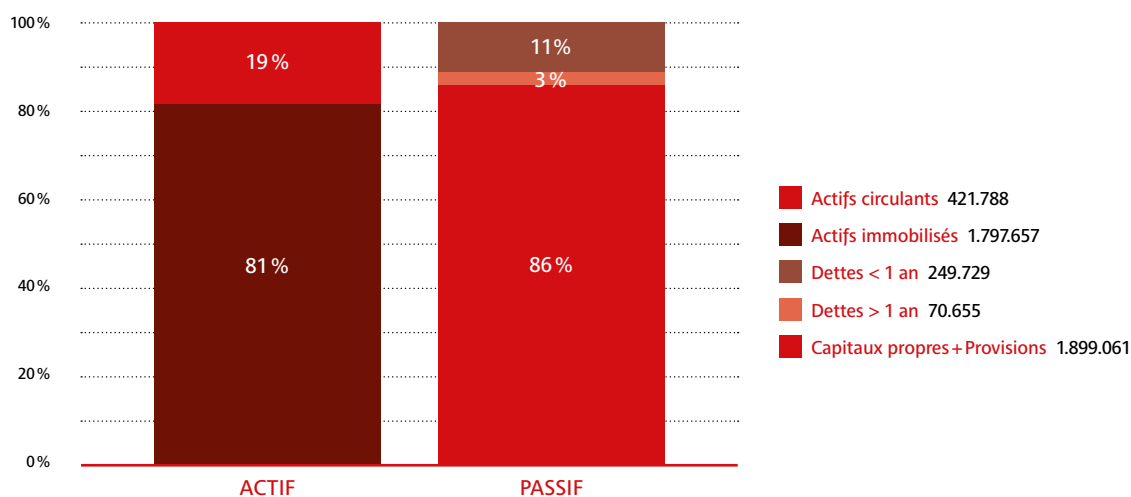
Les coûts d'entretien, d'énergie de traction et d'approvisionnement atteignent un total de 106 millions EUR.

Soulignons encore deux faits marquants influençant particulièrement les comptes 2015:

- la forte diminution des coûts de l'énergie (-13% pour l'électricité et -15% pour le gasoil) ;
- l'ajustement du fonds de financement de l'assurance groupe conclue en faveur du personnel.
En effet, le montant des primes à verser a dû être réévalué suivant l'évolution de la table de mortalité et un montant complémentaire a été versé à l'assureur afin de couvrir les promesses de pensions individuelles.

Le bilan de la société est présenté ci-après en grandes masses.

Bilan 2015 (montants exprimés en milliers d'euros)



Afin de faciliter l'examen de ce bilan, certains postes sont détaillés ci-dessous.

La société n'a pas de succursales.

La société détient d'importants stocks de pièces détachées puisqu'elle assume l'entretien de ses outils d'exploitation.

Des investissements substantiels ont été réalisés en accord avec l'autorité régionale.

La société a poursuivi en 2015 la réalisation du programme de maintien, d'amélioration et de renouvellement de son outil d'exploitation. Le programme d'investissement atteint 193 millions. Il concerne en grande partie le matériel roulant, les réseaux de voies et de câbles électriques, ainsi que le déploiement et le renouvellement d'installations fixes.

L'importance du programme d'investissement justifie l'accroissement des valeurs détenues en immobilisations corporelles. Leur valeur nette, après amortissement, atteint 1.700 millions (pour 1.678 millions en 2014).

Les décaissements y associés ont été financés via subsides et sur fonds propres via la trésorerie courante.

En dehors des éléments repris ci-après, la société ne fait pas appel à des instruments financiers spécifiques excepté un contrat swap d'intérêts et une couverture pour le gasoil.

Les immobilisations financières sont constituées par des participations dans des entreprises liées à concurrence de 74,13 millions et par le dépôt d'une garantie collatérale réalisé auprès d'institutions financières, garantes de la bonne fin d'une opération de financement alternatif. >>

>> Cette immobilisation (23,27 millions) intègre partiellement le bénéfice initialement réalisé sur cette opération, les intérêts générés capitalisés.

Les fonds propres y compris les provisions se sont améliorés de 92,36 millions en 2015 grâce au solde non encore amorti des subsides reçus de la Région pour le financement du programme d'investissements, soit sous forme de dotation directe, soit sous forme d'intervention dans le remboursement du capital des emprunts d'investissement contractés. Ces subsides sont

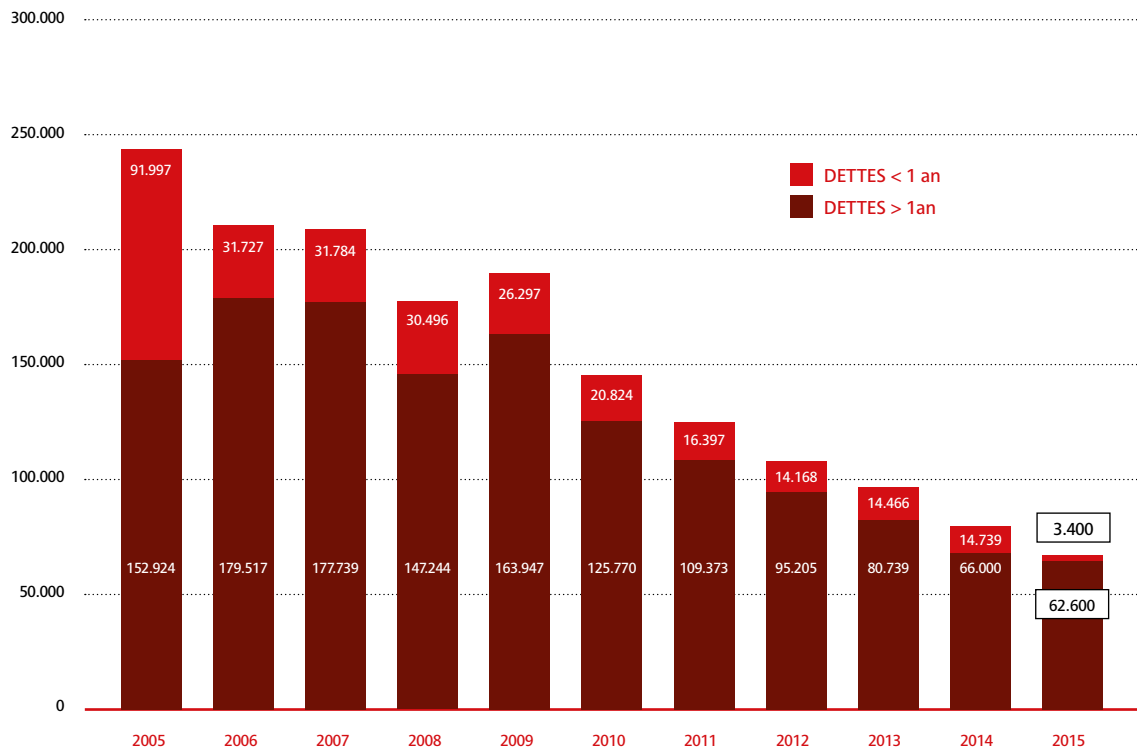
pris en résultat au rythme de l'amortissement des biens qu'ils financent.

La société a poursuivi le remboursement des emprunts en cours. Elle n'a pas conclu de nouvel emprunt en 2015.

La gestion de la dette s'appuie sur des techniques de pointe en matière de gestion des taux et des risques. Le suivi de cette problématique est réalisé et sécurisé par le biais d'un comité interne d'accompagnement spécialisé.

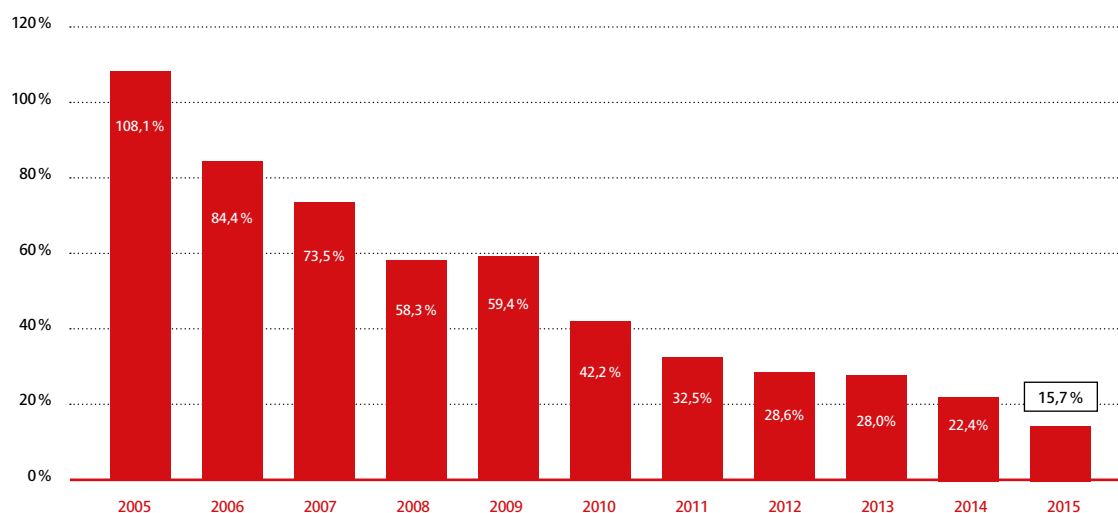
L'évolution de l'endettement est très favorable comme le montre le graphique ci après.

Endettement financier (en milliers d'euros)



Le ratio de taux d'endettement qui met en évidence la capacité de rembourser par les recettes propres (dettes/recettes propres générées dans l'année calculées sur base du compte de résultats) s'améliore d'année en année grâce à la fois à l'accroissement des recettes du trafic, mais aussi grâce à la réduction drastique de la dette depuis quelques années. On est passé de 108 % en 2005 à 15,7 % en 2015.

Taux d'endettement



Le portefeuille d'endettement est diversifié en emprunts à taux fixes et à taux variables. Compte tenu du souhait de la société de maîtriser les risques de liquidité, de fixing et de taux, les emprunts à taux variables sont fixés ou plafonnés à la hausse et plusieurs structures de produits dérivés sont actives. Ces positions sont valorisées en compte d'ordre sur base des conditions du marché (MTM) au 31 décembre 2015.

Le coût moyen du portefeuille est de 4 % et la duration est de 3,56 ans.

Le résultat de l'exercice s'élève à 26.643.239,52 EUR, celui-ci est affecté au fonds d'investissement au sein des réserves disponibles.

L'accroissement des fonds propres permet une amélioration significative de la solvabilité de la société.

Le cash-flow est positif depuis quelques années et s'élève à 32,8 millions en 2015.

L'accroissement de la solvabilité, combiné au maintien d'un cash-flow positif et à une stratégie de dynamisation commerciale, de recherche de l'efficacité et de la meilleure maîtrise de nos coûts, contribue à une amélioration de la situation financière de la société.

Cette tendance positive sera poursuivie de façon volontariste dans les années futures pour atteindre une plus grande efficacité du service à la clientèle, d'autant plus que les moyens régionaux sont limités.

La société a planifié les budgets des exercices 2016 et suivants de manière prudente, compte tenu :

- de l'évolution des recettes du trafic qui entame un ralentissement comme nous pouvons le voir sur le graphique en p.8. D'ailleurs en 2016, la Région nous a imposé un taux d'augmentation des tarifs de 0 % ;
- du respect du contrat de gestion ;
- des moyens budgétaires régionaux et en particulier des demandes formées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale en matière de solde net de financement, la STIB étant consolidée avec les comptes de la Région.



ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT L'EXERCICE

Les organes de gestion ont été tenus au courant de l'évolution des états financiers et de gestion, des principaux ratios de gestion qui y sont liés, de l'évolution de la situation financière de la société et de l'évolution de la clientèle.

Le 29 octobre 2015, ils ont approuvé les budgets 2016 ainsi que l'actualisation relative à l'exercice 2015.

Au cours de l'exercice, les organes de la société (Comité de gestion ou Conseil d'administration, suivant le cas) ont abordé, débattu ou pris des décisions dans les matières suivantes :

1 // Mobilité et réseau

- Le 20 janvier 2015, les administrateurs ont pris acte des modifications prévues au réseau dans le cadre de la piétonisation des boulevards centraux. A la demande de la ville de Bruxelles, la STIB a réduit le nombre de passages de bus articulés ainsi que le nombre de terminus dans l'hypercentre.
- Le 31 mars 2015, dans le cadre de l'accord de Beliris, le Conseil d'administration a approuvé la signature des protocoles avec l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, l'un pour la rénovation de la gare Centrale et l'autre pour le réaménagement de la place Meiser.

2 // Ressources humaines et organisations internes

- Conformément à l'usage, les conventions collectives de travail signées en sous commission paritaire du transport urbain et régional de la Région de Bruxelles-Capitale, ont été présentées au Conseil d'administration, à savoir :
 - convention collective de travail relative aux titres-repas électroniques ;
 - convention collective de travail relative aux fins de carrière ;
 - conventions collectives de travail relatives à la prépension conventionnelle à temps plein (années de naissance de 1947 à 1959) ;
 - convention collective de travail relative aux métiers lourds conventionnels ;
 - convention collective de travail relative au moment du paiement de la rémunération ;
 - convention collective de travail relative à l'organisation du travail des travailleurs affectés à la conduite en surface (Tram-Bus), à l'exclusion des travailleurs affectés au service des Taxibus ;
 - convention collective de travail relative à la publicité et à la communication des horaires de travail ;
 - convention collective de travail relative au temps de repos entre deux prestations. >>

>>

- Les nominations suivantes ont été approuvées par les organes de gestion :
 - M. Cédric Savineau comme Vice President Rolling Stock ;
 - Mme Marie-Hélène Noel comme nouvelle représentante de la STIB au sein de la SA Transamo en remplacement de M. Br. de Meeûs.
- En novembre 2015, les administrateurs ont été informés de la nomination d'un chief security officer, en la personne de M. Maxime Rapaille.
- En mars 2015, les organes de gestion ont approuvé le marché organisant le transport par taxi, en région bruxelloise, de certains membres de son personnel pour leur permettre d'arriver sur leur lieu de travail ou de rentrer chez eux en dehors des heures de disponibilité du réseau de transports en commun.
- Les besoins actuels de la STIB en ressources supplémentaires dans le domaine des technologies informatiques sont liés à la conduite de nombreux projets utilisant un ou plusieurs des logiciels collaboratifs tels Documentum, Exchange, Kofax, DocGen et bien d'autres. La STIB ne dispose pas des profils spécialisés correspondants et est donc obligée de se tourner vers des sociétés mettant à disposition les spécialistes indispensables à la réalisation des objectifs du département Information Systems. En septembre 2015, les organes de gestion ont approuvé la conclusion d'un accord-cadre non exclusif et en cascade avec plusieurs firmes pour la mise à disposition de profils IT spécialisés en outils collaboratifs.
- En fin d'année, le Conseil d'administration a également approuvé un accord-cadre pour une durée de quatre ans avec des firmes mettant à disposition les spécialistes indispensables à la réalisation des objectifs du département Information Systems. Ici non plus, la STIB ne dispose pas de tous les profils spécialisés correspondants en interne, ou alors de façon trop limitée, et est donc obligée de se tourner vers des partenaires extérieurs.
- Le 15 décembre 2015, les organes de gestion ont approuvé la conclusion d'un marché portant sur des missions de surveillance des bâtiments, des véhicules, des stations et des tunnels de la STIB avec un renforcement externe en vue de la sécurisation des installations et du réseau de la STIB au sens large. Suite aux attentats à Paris en novembre 2015 et au relèvement du niveau d'alerte terroriste à Bruxelles, la Région a demandé à la STIB de prévoir une surveillance accrue. L'objectif du marché consiste à anticiper l'ensemble des risques liés au terrorisme. Les missions de gardiennage porteront sur une surveillance physique.



3// Investissements

- Afin de veiller au maintien de l'outil, les organes de gestion ont conclu, chacun dans le domaine de ses compétences, divers marchés ou accords-cadres visant principalement le maintien en l'état, le bon fonctionnement du réseau et des propriétés immobilières des trois modes d'exploitation, ainsi que le confort de la clientèle et le bien-être du personnel.

3.1. Informatique

- Comme bon nombre de grandes entreprises, la STIB utilise, pour sa gestion comptable, financière et opérationnelle, la suite logicielle éditée par SAP.
- Le Conseil d'administration de la STIB a, il y a de nombreuses années, fait le choix d'acquérir le logiciel de gestion intégrée de SAP. SAP est ainsi devenu le fournisseur unique et incontournable pour ce logiciel, ses licences, sa maintenance et ses modules additionnels standard tels que les modules comptables, gestion de stocks, entretien des véhicules, équipements "Bâtiments-Stations-Tunnels", les fonctionnalités RH, gestion de la paie, gestion des temps, E-recrutement, formations, talents, E-learning, ...
- L'évolution permanente des fonctionnalités disponibles fournies par SAP et la mise à disposition systématique des mises à jour sont couvertes par un coût de maintenance. En 2015, les organes de gestion ont approuvé un marché visant à couvrir les besoins de l'entreprise en termes de maintenance de logiciel SAP, ainsi que l'évolution du nombre d'utilisateurs et ce pour les années 2016 à 2019.
- Le Comité de gestion a pour sa part approuvé la commande à la firme SAP des licences et de maintenance du logiciel de gestion pour l'année 2015.
- En mai 2015, les organes de gestion ont approuvé un nouveau contrat de maintenance des logiciels formant le cœur du système MOBIB, afin de couvrir les prestations sous le contrôle de BIZZDEV. Le contrat est conclu pour une durée d'un an et a pour objet la maintenance efficace des différents systèmes et composants, en vue de réduire au minimum les perturbations de l'exploitation. Il met aussi en place le canevas contractuel pour permettre le développement de nouveaux projets.
- Le 22 septembre 2015, le Conseil d'administration a approuvé la conclusion de 2 accords portant sur la mise en place et la maintenance d'une solution logicielle de back-office pour la gestion intégrale de l'activité billettique au sein de la STIB. Cet investissement permet de prévoir d'ores et déjà l'utilisation d'un code-barres au lieu du ticket et de cartes bancaires pour régler des déplacements sans validation du ticket dans le véhicule, de même qu'une structure tarifaire dont la diversification et l'intégration iront grandissantes.

3.2. Technique

- Le 12 mai 2015, le Comité de gestion a approuvé la conclusion d'un accord-cadre d'une durée de 4 ans pour l'exécution des contrôles de sécurité périodiques de machines, installations, équipements de travail et moyens de protection divers (notamment les engins de levage, escalators, ponts roulants, installations basse tension, lignes de vie, outillages, etc.). >>

>>



- La STIB dispose de 2 dépanneuses dont la principale activité est de permettre le levage et le déplacement de trams et d'autobus. On dénombre en moyenne 4 interventions quotidiennes. L'état de vétusté et la complexité de ces engins ont rendu nécessaire le renouvellement de ces dépanneuses. La STIB a désiré conclure un accord-cadre d'une durée de 4 ans pour l'étude, la construction, la mise en conformité, la fourniture et la mise en état de fonctionnement de deux dépanneuses identiques. Les organes de gestion ont approuvé cette décision le 30 juin 2015.
- La gestion du parc des escalators est identifiée dans le contrat de gestion qui lie la STIB à la Région de Bruxelles-Capitale pour la période 2013-2017 comme une responsabilité de la STIB. Le parc des escalators compte 587 appareils dont la moitié ont été installés dans les années 70. Pour beaucoup d'entre eux, il n'est plus possible d'atteindre un niveau de disponibilité suffisant malgré les réparations et renouvellements. Il est donc nécessaire de procéder à des remplacements afin de garantir les objectifs de disponibilité imposés. Pour assurer cette mission, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale attribue à la STIB une dotation spécifique. Afin de permettre à la STIB de remplir cette mission, le Conseil d'administration a approuvé le 26 mai 2015 un accord-cadre de 5 ans pour la fourniture et la mise en service d'escalators dans le réseau du métro et du prémétro.
- Les réseaux métro et prémétro comportent, dans leur configuration actuelle, 115 km de voies en exploitation, ainsi que plus de 140 appareils de voie pour le réseau métro. Le réseau de la STIB comporte beaucoup de voies en courbe, qui nécessitent une maintenance fréquente. La majorité des composants de la voie (ballast, traverses, rails, bras-support, etc.) sont toujours ceux datant de la mise en exploitation, à l'exception des rails en voie courbe qui sont renouvelés plus fréquemment. Pour le contrôle et la maintenance, l'équipe des voies de métro et de prémétro fait appel depuis 1991 à un appui logistique extérieur. Le contrat existant étant arrivé à échéance le 30 septembre 2015, un nouvel accord-cadre a été conclu pour une période de 5 ans, le démarrage étant prévu pour le premier trimestre de 2016.
- Les accords-cadres et marchés suivants ont également été approuvés par les organes de gestion :
 - en janvier, un accord-cadre pour le nettoyage des stations de métro et de prémétro ;
 - en février 2015, des travaux concernant la rénovation et la construction d'arrêts de tram et de bus ;
 - le 5 mars, un accord-cadre pour le transport, la mise en place, le montage et le raccordement des équipements électriques dans les sous-stations et pour la pose et le raccordement de câbles dans les sous-stations, stations et tunnels de la STIB ;
 - le 10 mars, un accord-cadre pour la fourniture et le placement des bords sensibles pour les portes pneumatiques des voitures de métro M1, M2, M3 et M4 ;
 - le 21 avril, un accord-cadre pour les petites réparations aux arrêts de trams et de bus ;
 - le 26 mai 2015, un accord-cadre pour la fourniture de gasoil routier, gasoil de chauffage et gasoil à usage industriel ;

- le 26 mai 2015 encore, un accord-cadre pour les travaux aux voies de tram situées dans la Région bruxelloise et dans la Région flamande ;
- en juin, un marché de travaux de renouvellement des installations de contrôle, commande des aiguillages électriques et de signalisations situées au complexe De Wand, à Bruxelles (Laeken) ;
- en septembre, un accord-cadre pour l'entretien préventif et correctif des systèmes airco sur les autobus ;
- encore en septembre, un accord-cadre pour la fourniture de pneus d'autobus.

4 // Travaux de voies

- Les 1.066 m de voies simples de tramway, situées avenue de l'Hôpital Français et avenue Josse Goffin, à Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren et Koekelberg, ont été renouvelées pendant les grandes vacances, suite à la décision prise le 21 avril 2015 par le Comité de gestion. Compte tenu de la proximité des voies par rapport aux immeubles, les voies ont été posées sur des tapis antivibratoires.
- Le renouvellement et la construction de 3.610 m de voies simples de tramway et d'une communication ont été entrepris avenue Louise depuis la place Stéphanie jusqu'à la rue Paul Lauters, durant un grande partie de l'année 2015.
- Les 1.300 m de voies simples de tramway, situées avenue Adolphe Buyl entre le boulevard Général Jacques et l'avenue de l'Université à Ixelles ont été renouvelées. Les voies ont été posées sur des tapis antivibratoires et les travaux ont eu lieu la deuxième moitié de l'année 2015.
- De mai à septembre 2015, 900 m de voies simples de tramway ont été renouvelées et posées sur des tapis antivibratoires dans l'avenue Albert, l'avenue Brugmann et à la place Vanderkindere. L'exploitation a été interrompue pendant les mois de vacances.
- Depuis juillet 2015, dans le cadre de la réalisation de la première phase de la ligne 9, 3.756 m de voies simples de tramway et des appareils de voies sont posés avenue de l'Exposition, avenue du Laerbeek et avenue de l'Arbre Ballon, à Jette. La STIB s'intègre dans un planning général établi par les services de la DITP qui pilote l'ensemble du projet.
- Au cours du dernier trimestre, environ 850 m de voies simples de tramway avenue Paul Dejaer et rue de Lombardie, à Saint-Gilles, ont été posées avec éléments antivibratoires et sur dalle flottante.
- La pose de 432 m de voies simples de tramway et d'appareils de voies, ainsi que la construction d'un quai mixte train/tram pour le compte d'Infrabel ont été entrepris au terminus de la gare de Berchem-Sainte-Agathe d'octobre à décembre 2015. Les nouveaux rails sont intégralement équipés d'éléments antivibratoires. Le tout a été posé sur dalle flottante.
- Dans le quartier Fort-Jaco, à Uccle, fin 2015, 736 m de voies simples de tramway ont été renouvelés et intégralement équipés d'éléments antivibratoires, posés ici aussi sur dalle flottante.

5 // Investissements dans les ateliers et dépôts

- La réalisation du projet de métro "Bordet-Albert" figure parmi les grandes priorités du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et nécessite la mise à disposition d'un site d'une taille suffisante à l'extrémité de la ligne afin d'y installer l'équipement de creusement du tunnel et le puits d'insertion du tunnelier, l'entreposage temporaire des terres excavées ainsi que la réalisation d'un atelier dépôt pour les futurs métro M7 qui exploiteront la ligne.
- Compte tenu du tracé arrêté par le Gouvernement régional et l'Etat fédéral pour le futur métro, le site du dépôt actuel de la STIB situé à Haren et ses abords est le mieux localisé pour concrétiser ces projets.
- La STIB y a identifié un terrain situé Houtweg et appartenant à l'Union européenne, stratégiquement situé en vue d'installer l'équipement nécessaire aux travaux et permettant aussi la construction de l'atelier et de la remise.
- L'Union européenne pour sa part est intéressée par un autre terrain sur le site à Neder-over-Heembeek, convenant mieux à ses besoins logistiques, d'archives et pour une garderie temporaire pour les enfants de son personnel.
- Devant cette opportunité unique d'acquérir le site convenant idéalement aux travaux et au dépôt du métro "Bordet-Albert", les organes de gestion ont donné leur feu vert pour entamer des négociations avec toutes les parties concernées permettant à terme d'acquérir le site du Houtweg selon une formule de transaction immobilière à déterminer.
- Les organes de gestion ont approuvé en février 2015 le marché pour la construction du nouveau dépôt pour tramways sur le territoire de la commune d'Uccle, sur le site "Marconi". Ce nouveau dépôt se composera de trois parties principales : le hall de remisage, le hall d'entretien et le bâtiment administratif et social. La capacité du hall de remisage sera de 75 trams de type T3000. Le hall d'entretien est destiné à la maintenance de 10 trams. Le bâtiment administratif et social est destiné à la prise de service des conducteurs, aux mécaniciens et au personnel administratif lié au contrôle et au fonctionnement du site. L'emprise au sol du projet est de 25.941 m², la surface totale de planchers est de 28.216 m².

6 // Investissements voyageurs

- Le 21 avril 2015, les organes de gestion ont approuvé un accord-cadre pour la fourniture et la mise en service, sur une période de 5 ans de jusqu'à 2000 afficheurs d'informations dynamiques aux voyageurs pour les arrêts de surface y compris les applications software centrales de gestion et pour la maintenance de ces afficheurs et de ces applications software sur une période de 10 ans. Ces afficheurs sont alimentés en énergie principalement par une alimentation autonome. Il s'agit d'informer les voyageurs sur tout le réseau de surface en temps réel sur les temps d'attente et l'état de tout ou partie du réseau.
- Le 28 avril, les administrateurs ont été tenus au courant des diverses actions menées dans le cadre du passage à la carte à puce pour tous les titres de transport (hors ticket de dépannage un voyage, ticket un jour et ticket Airport). La suppression progressive des

titres papier a été encadrée par une campagne d'information vers les voyageurs. A cette occasion, 200.000 cartes MOBIB Basic, non nominatives, ont été distribuées au cours du mois de juin 2015.

- Le 30 juin 2015, les organes de gestion ont approuvé l'accord-cadre pour l'encaissement de créances commerciales, de surtaxes légales concernant les voyageurs-fraudeurs dans les véhicules et dans les espaces exploités par la STIB.
- Le Conseil d'administration a approuvé la grille tarifaire le 19 octobre 2015.

Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Le 22 mars 2016, un attentat terroriste a été perpétré dans une rame de métro à la station Maelbeek. L'explosion survenue dans la deuxième voiture de la rame venant de quitter Maelbeek pour rejoindre Arts-Loi a provoqué de nombreux morts et blessés. A cette occasion, le personnel de la STIB a fait preuve d'un dévouement et d'un courage exceptionnels.

En outre, cet attentat a généré de multiples perturbations sur le réseau :

- dans un premier temps, arrêt de toute exploitation par mesure de sécurité ;
- le soir même, établissement d'un réseau de type Noctis pour permettre le retour à domicile de nos clients ;
- les jours suivants, reprise de l'exploitation du réseau de surface et exploitation partielle du réseau souterrain (39 stations ouvertes sur 69 et seulement de 7 h 00 à 19 h 00).

Par ailleurs, le 25 mars 2016, à l'issue d'une séance extraordinaire durant laquelle la situation a été rapportée de manière détaillée, les membres du Conseil d'administration ont fait diffuser un communiqué de presse par lequel ils ont exprimé leur profonde émotion suite à ce terrible attentat perpétré sur le réseau de transport public.





PERSPECTIVES 2016

1 / Flottes

En 2016, des livraisons de matériel roulant ne sont pas programmées, mais la STIB s'attellera à préparer d'importantes livraisons de matériel roulant dans les prochaines années afin de pouvoir continuer de remplacer le matériel le plus ancien et de faire face aux nouveaux développements de son réseau.

- Les cahiers spéciaux des charges pour l'acquisition de nouveaux trams seront finalisés, publiés et les offres seront analysées.
- En ce qui concerne le métro, l'accord-cadre sera attribué et la première commande dans le cadre de ce contrat sera effectuée.
- L'analyse de l'appel à intérêt pour la fourniture de bus électriques sera finalisée. Elle permettra à la STIB de lancer les marchés pour les prochaines commandes de bus selon le ou les modes de propulsion choisis.

2. Chantiers

Dans le cadre de l'amélioration de la vitesse commerciale des transports en commun en surface, les projets de chantiers suivants seront soit finalisés, soit réalisés ou en cours de réalisation :

- aménagements en faveur des bus : Allée Verte, avenue du Port, rue du Wagon, place Madou - chaussée de Louvain - rue Scailquin, avenue de la Couronne, rue Léopold 1er ;
- aménagements en faveur des trams : rue de Fiennes, rue Léon Théodor, rue Van Oost, rue Paul Spaak, carrefours ferrés Fonsny / Verhaegen et Paul Janson.

La planification précise des chantiers sera dépendante de l'obtention des permis d'urbanisme et des autorisations administratives, avec une planification des chantiers les plus importants pendant les vacances scolaires.

La STIB prévoit en outre la continuation du chantier du tram 9 (Simonis – Haut de Jette) ainsi que le démarrage du chantier du tram 94 jusque Roodebeek.

Enfin, le début du chantier relatif à la construction d'un dépôt pour la ligne 5 du métro à Erasme débutera également cette année.

L'exploitation du dépôt préliminaire Marconi a commencé. Sa capacité de remisage est de 30 tramways. En 2016, la construction d'une partie du bâtiment définitif est prévue. Le transfert de l'exploitation de la phase préliminaire vers les premiers bâtiments définitifs aura lieu en décembre 2016.

En ce qui concerne le dépôt de Haren, 2016 verra la mise en service du nouveau tunnel de peinture, la démolition de l'ancien atelier (carrosserie/tunnel de peinture/signalétique) et la mise en service de la voie d'exploitation entre l'atelier mécanique et le bâtiment social.

3. Les Plans directeurs bus et réseau ferré

Suite au débat public organisé par la STIB sur le Plan directeur bus en 2015 et jusque fin janvier 2016, la STIB analysera les différents avis recueillis afin de proposer le Plan directeur bus adapté au Gouvernement régional. L'approbation en 2^e lecture du Plan par le Gouvernement est attendue au cours du 1^{er} semestre 2016. La STIB poursuivra également les études détaillées qui permettront la mise en œuvre du Plan directeur bus.

La STIB continuera le travail d'élaboration du Plan directeur réseau ferré en 2016, en étroite collaboration avec Bruxelles Mobilité. Il se focalisera sur une vision à long terme du développement des infrastructures ferrées, les développements ferrés à court et moyen termes ayant fait l'objet d'une décision par le Gouvernement en octobre 2015.

4. Evolution du réseau

Parallèlement à l'approbation définitive du Plan directeur bus et dans l'attente de la livraison de nouveau matériel roulant, la STIB continuera de poursuivre l'amélioration des fréquences de passage sur plusieurs lignes du réseau. Néanmoins, la pleine utilisation du parc de matériel roulant durant les heures de pointe ne permettra plus d'accroître les fréquences en pointe avant la livraison des nouveaux bus.

La STIB prévoit également de relancer la concertation sur Brabantnet (y compris le prolongement du tram 62 à l'aéroport) après la conclusion d'un accord politique entre les Régions. En parallèle, la STIB travaillera à une optimisation du transport public sur les axes bus parcourus en commun par la STIB et De Lijn sur le territoire régional.

5. Grands projets

L'extension du métro vers Schaerbeek et Evere est un projet phare à réaliser de manière prioritaire. Ce projet, mis en œuvre par Beliris avec le soutien de la STIB, verra en 2016 la poursuite des études et la réalisation de l'avant-projet avec pour objectif un début des travaux avant 2019.

Elle accélérera également la conversion en métro de la connexion Gare du Nord-Albert, pour laquelle le tunnel et la station Constitution ainsi que la reconfiguration de la station Albert sont notamment nécessaires.

La STIB effectuera aussi les premiers pas vers une augmentation importante de la capacité des lignes de métro 1 et 5. A cette fin, elle attribuera des accords-cadre en matière de signalisation de sécurité et de matériel roulant, finalisera les négociations et passera la première commande dans le cadre de ce contrat.

6. Piétonnier et plan de circulation du Pentagone

En ce qui concerne la desserte du Pentagone, l'évaluation du plan de circulation aura lieu au printemps 2016 et pourrait s'accompagner d'une adaptation du schéma de desserte du Pentagone par le réseau autobus.

7. Billettique

La STIB offrira une solution de chargement immédiat de la carte MOBIB suite à un achat en ligne via l'utilisation du lecteur de carte d'identité électronique.

Elle permettra aussi d'utiliser l'application Bancontact Mobile pour payer facilement les produits STIB, autant via le PC que par smartphone.

Par ailleurs la STIB se prépare aux nouvelles technologies de paiement, en réalisant les projets suivants :

- le déploiement de nouveaux valideurs compatibles avec les dernières technologies ;
- la mise en place d'un nouveau back-office de billettique.

Ces projets s'étaleront au-delà de 2016.

En outre, les premiers parkings régionaux devraient être opérationnels et proposer une modulation tarifaire en cas de combinaison avec les transports publics. Le phasage précis du projet, en ce compris des parkings équipés, est fixé par l'Agence de stationnement.





COMPTES ANNUELS

CHIFFRES EXPRIMÉS EN EUROS

Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles

Compte de fonctionnement

| COMPTE DE FONCTIONNEMENT | | 2015 | 2014 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------|
| I. RECETTES | | 578.162.799,00 | 576.526.747,88 |
| A. Trafic | | | |
| • recettes directes | 211.221.790,96 | 206.830.590,04 | |
| • dotation pour tarifs préférentiels | 60.652.000,00 | 59.986.000,00 | |
| • Noctis | 0,00 | 0,00 | |
| B. Recettes de publicité | 3.545.094,02 | 2.014.702,16 | |
| C. Recettes de location | 5.579.942,23 | 5.209.700,05 | |
| D. Autres recettes d'exploitation | 19.717.635,63 | 16.207.651,96 | |
| Recettes exceptionnelles | 883.795,05 | 1.814.827,52 | |
| E. Recettes de placements financiers | 617.453,73 | 1.077.404,85 | |
| Intérêts Lease | 0,00 | 0,00 | |
| F. Intervention ORBEM dans le renforcement de la présence en stations | | | |
| G. Dotation globale affectée au fonctionnement | 270.747.000,00 | 277.792.634,00 | |
| Dotation frais administratifs liés aux tarifs préférentiels | 306.000,00 | 0,00 | |
| Dotation de Bonus-Malus | 4.892.087,34 | 5.593.237,30 | |
| Dotation complémentaire liée aux taxes régionales | 0,00 | 0,00 | |
| II. DÉPENSES | | 552.153.539,00 | 576.356.307,01 |
| A. Charges du personnel | 427.619.734,18 | 425.886.919,81 | |
| B. Énergies | | | |
| • énergie électrique | 10.541.282,26 | 17.507.945,85 | |
| • combustibles | 15.221.745,31 | 12.397.645,90 | |
| C. Matières consommées | 13.807.501,03 | 14.933.718,99 | |
| D. Fournitures extérieures | | | |
| • biens et services (hors leasing) | 63.850.110,17 | 66.807.611,20 | |
| • leasing (informatique et automobiles) | 2.227.424,59 | 2.151.681,92 | |
| E. Charges fiscales | 1.574.421,58 | 1.127.548,31 | |
| F. Provisions fiscales | 0,00 | 0,00 | |
| Provisions légales prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | -239.898,38 | 28.191.068,77 | |
| Provisions pour heures à récupérer | -1.931.648,40 | 1.846.541,08 | |
| Provisions pour risques et charges | 8.991.054,77 | -4.480.878,84 | |
| G. Fonds d'assurance | 5.923.077,34 | 5.252.396,85 | |
| H. Amortissements des petits biens d'investissements et réductions de valeur sur actifs non immobilisés | 382.391,79 | 3.786.377,34 | |
| I. Frais financiers courants | 3.967.826,54 | 327.402,50 | |
| Intérêts liés au fonds de pension Ethias | | | |
| J. Charges exceptionnelles | 218.516,14 | 620.327,33 | |
| III. RÉSULTAT (I - II) | | 26.009.260,00 | 170.440,87 |

Compte d'investissement

| COMPTE D'INVESTISSEMENT | | 2015 | 2014 |
|-------------------------|--|-----------------------|-----------------------|
| I. | RECETTES | 171.234.155,81 | 145.701.835,38 |
| A. | Dotation couvrant les charges d'intérêts | 2.965.299,00 | 3.531.094,92 |
| B. | Utilisation du subside en capital au prorata des amortissements industriels effectués | 142.921.299,39 | 116.301.674,37 |
| C. | Amortissement des subsides en capital spécifiques reçus des pouvoirs publics (crédits d'engagements) | 23.934.038,91 | 24.721.315,64 |
| D. | Rentings | 449.840,99 | 450.020,34 |
| E. | Répartition du produit Seb Lease, <i>prorata temporis</i> | 653.979,48 | 499.152,91 |
| F. | Solde de la répartition de la dotation globalisée affectée au fonds d'investissement après décision de l'Assemblée générale | 0,00 | 0,00 |
| G. | Plus value sur immobilisations financières | 0,00 | 2.007,32 |
| H. | Intérêts dépôt gagé | 309.698,04 | 196.569,88 |
| II. | DÉPENSES | 170.600.176,33 | 145.200.675,15 |
| A. | Charges d'intérêts | 3.274.997,04 | 3.727.664,80 |
| | • Intérêts totaux | 2.965.299,00 | 3.531.094,92 |
| | • Frais afférents aux dettes d'investissement | 309.698,04 | 196.569,88 |
| | Intervention de l'État fédéral | 0,00 | 0,00 |
| B. | Charges du capital | 167.325.179,29 | 141.473.010,35 |
| | • Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles financées par la société et moins-values | 141.999.762,16 | 115.381.944,37 |
| | • Charges sur emphythéose | 921.537,23 | 919.730,00 |
| | • Amortissement des immobilisations corporelles financées par des subsides spécifiques des pouvoirs publics (crédits d'engagement) | 23.934.038,91 | 24.721.315,64 |
| | • Rentings | 449.840,99 | 450.020,34 |
| | • Réductions de valeurs sur immobilisations et créances irrécouvrables | 0,00 | 0,00 |
| | • Moins value sur réalisations d'actifs financiers | 20.000,00 | 0,00 |
| III. | RÉSULTAT (I - II) | 633.979,48 | 501.160,23 |



Bilan au 31 décembre 2015 ◦ Actif

| ACTIFS IMMOBILISÉS | 2015 | 2014 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 0,00 | 0,00 |
| II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8.548.261,10 | 0,00 |
| III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1.691.707.921,52 | 1.677.724.520,43 |
| A. Terrains et constructions | 567.953.814,40 | 552.767.561,37 |
| B. Installations, machines et outillages | 163.267.551,39 | 166.849.196,39 |
| C. Mobilier et matériel roulant | 682.912.264,55 | 712.661.459,43 |
| D. Location-financement et droits similaires | 153.028.969,39 | 157.683.103,95 |
| E. Autres immobilisations corporelles | 44.945.539,98 | 46.582.772,93 |
| F. Immobilisations en cours et acomptes versés | 79.599.781,81 | 41.180.426,36 |
| IV. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 97.400.682,96 | 104.332.286,10 |
| A. Entreprises liées | 73.416.500,00 | 73.416.500,00 |
| B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 560.662,05 | 560.662,05 |
| C. Autres immobilisations financières | | |
| 1. Actions et parts | 153.361,24 | 173.361,24 |
| 2. Créances et cautionnements en numéraire | 23.270.159,67 | 30.181.762,81 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | |
| V. CRÉANCES À PLUS D'UN AN | 1.530.995,04 | 1.686.163,25 |
| B. Autres créances | 1.530.995,04 | 1.686.163,25 |
| VI. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION | 30.700.956,70 | 28.978.884,20 |
| A. Stocks | | |
| 1. Approvisionnements | 29.487.197,26 | 27.698.395,25 |
| 2. En-cours de fabrication | 1.213.759,44 | 1.280.488,95 |
| B. Commandes en cours d'exécution | 0,00 | 0,00 |
| VII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS | 362.317.984,21 | 322.014.636,99 |
| A. Créances commerciales | 24.728.915,77 | 18.570.100,89 |
| B. Autres créances | 337.589.068,44 | 303.444.536,10 |
| VIII. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE | 0,00 | 0,00 |
| B. Autres placements | 0,00 | 0,00 |
| IX. VALEURS DISPONIBLES | 6.648.978,91 | 6.991.251,38 |
| X. COMPTES DE RÉGULARISATION | 20.589.629,69 | 18.033.210,22 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 2.219.445.410,13 | 2.159.760.952,57 |

Vérfifié par le collège des commissaires le 4 avril 2016.

Bilan au 31 décembre 2015 o Passif

| CAPITAUX PROPRES | 2015 | 2014 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| I. CAPITAL | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| A. Capital souscrit | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| IV. RÉSERVES | 72.131.521,12 | 45.488.281,60 |
| A. Réserve légale | 3.700.000,00 | 3.700.000,00 |
| D. Réserves disponibles | | |
| • Fonds d'investissement | 68.056.330,06 | 41.413.090,54 |
| • Fonds d'intérêts et de créances douteuses | 127.297,54 | 127.297,54 |
| • Autres réserves disponibles | 247.893,52 | 247.893,52 |
| V. BÉNÉFICE REPORTÉ DE L'EXERCICE EN COURS | 0,00 | 0,00 |
| VI. SUBSIDES EN CAPITAL | 1.625.454.359,70 | 1.566.967.405,71 |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | |
| VII. PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | 164.475.175,58 | 157.240.275,10 |
| A. Prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | 116.130.968,25 | 116.317.794,34 |
| B. Charges fiscales | 0,00 | 0,00 |
| C. Risques et charges pour regroupement des ateliers et des services administratifs | 19.359.692,00 | 9.132.000,00 |
| D. Autres risques et charges | | |
| • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 12.684.081,22 | 12.268.688,73 |
| • Provision heures à récupérer | 10.498.940,18 | 12.430.588,58 |
| • Provision pour litiges en cours | 3.470.000,00 | 5.157.841,05 |
| • Provision pour litige social | 1.557.628,66 | 1.159.497,13 |
| • Provision pour litige assurances | 773.865,27 | 773.865,27 |
| • Provision autres | 0,00 | 0,00 |
| DETTES | | |
| VIII. DETTES À PLUS D'UN AN | 70.655.377,66 | 81.450.242,10 |
| A. Dettes financières | | |
| 3. Dettes de location-financement et assimilés | 7.776.647,34 | 14.707.081,29 |
| 4. Établissements de crédit | 62.600.000,00 | 66.000.000,00 |
| C. Acomptes reçus sur commande | 0,00 | 0,00 |
| D. Autres dettes | 278.730,32 | 743.160,81 |
| IX. DETTES À UN AN AU PLUS | 199.506.565,52 | 225.362.578,57 |
| A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 10.330.433,93 | 21.551.347,78 |
| B. Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. Dettes commerciales - Fournisseurs | 94.486.114,65 | 103.866.564,08 |
| D. Acomptes reçus | 1.981.288,44 | 23.158,00 |
| E. Dettes fiscales, salariales et sociales | 87.446.483,14 | 94.629.907,74 |
| F. Autres dettes | 5.262.245,36 | 5.291.600,97 |
| X. COMPTES DE RÉGULARISATION | 50.222.410,55 | 46.252.169,49 |
| TOTAL DU PASSIF | 2.219.445.410,13 | 2.159.760.952,57 |

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 26 avril 2016.

L'Administrateur-directeur-général,
Briec de MEEÛS

Le Président du Conseil d'administration,
Thomas RYCKALTS

Examen du bilan au 31 décembre 2015 o Actif

ACTIFS IMMOBILISÉS

| | |
|---|-------------------------|
| I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 0,00 |
| Frais de restructuration | 9.814.152,39 |
| Amortissement | -9.814.152,39 |
| II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8.548.261,10 |
| Frais de recherches et développement | 11.858.785,67 |
| Amortissement sur frais de recherches et développement | -5.993.471,22 |
| Licences, concessions et droits d'usage | 4.386.733,57 |
| Amortissement sur licences, concessions et droits d'usage | -1.703.786,92 |
| III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1.691.707.921,52 |
| A. Terrains et constructions | 567.953.814,40 |
| • Terrains | 32.134.986,60 |
| • Constructions | 168.861.624,17 |
| - Bâtiments | 381.958.375,86 |
| - Amortissement | -213.096.751,69 |
| • Réseaux des câbles, lignes, voies et sites propres bus | 366.957.203,63 |
| - Réseaux des câbles, lignes, voies et sites propres bus | 733.944.954,04 |
| - Amortissement | -366.987.750,41 |
| B. Installations, machines et outillage | 163.267.551,39 |
| - Installations, machines et outillage | 435.759.488,51 |
| - Amortissement | -272.491.937,12 |
| C. Mobilier, matériel roulant et pièces UNBW | 682.912.264,55 |
| • Mobilier et matériel de bureau | 884.250,04 |
| - Mobilier et matériel de bureau | 26.664.325,83 |
| - Amortissement | -25.780.075,79 |
| • Matériel roulant d'exploitation | 208.582.186,39 |
| - Rames de métro | 577.064.459,54 |
| - Amortissement | -368.482.273,15 |
| - Tramways | 652.502.639,01 |
| - Amortissement | -283.260.000,80 |
| - Autobus | 192.653.716,41 |
| - Amortissement | -101.526.744,70 |
| - Autre matériel roulant | 39.281.965,61 |
| - Amortissement | -26.205.747,41 |
| D. Location-financement et droits similaires | 153.028.969,39 |
| • Machines/outillage | 0,00 |
| - Machines/outillage | 72.112,22 |
| - Amortissement | -72.112,22 |
| • Rames de métro | 0,00 |
| - Rames de métro | 0,00 |
| - Amortissement | 0,00 |
| • Tramways | 153.028.969,39 |
| - Tramways | 162.894.709,34 |
| - Amortissement | -9.865.739,95 |
| E. Autres immobilisations corporelles | 44.945.539,98 |
| • Bâtiments pris en location | 22.296.938,26 |
| - Bâtiments pris en location | 35.782.961,17 |
| - Amortissement | -13.486.022,91 |
| • Commerces stations | 182.577,97 |
| - Commerces stations | 315.142,71 |
| - Amortissement | -132.564,74 |
| • Terrains et bâtiments donnés en location | 931.292,92 |
| - Terrains donnés en location | 457.666,42 |
| - Bâtiments donnés en location | 604.265,30 |
| - Amortissement | -130.638,80 |
| • Matériel roulant | 0,00 |
| - Matériel roulant | 700.558,97 |
| - Amortissement | -700.558,97 |
| • Terrains cédés en emphytéose | 10.712.908,40 |
| - Terrains cédés en emphytéose | 20.671.238,21 |
| - Réduction de valeur | -9.958.329,81 |
| • Bâtiments cédés en emphytéose | 10.821.822,43 |
| - Bâtiments cédés en emphytéose | 37.915.874,17 |
| - Amortissement | -27.094.051,74 |
| F. Immobilisations en cours et acomptes versés | 79.599.781,81 |

Examen du bilan au 31 décembre 2015 o Actif

ACTIFS IMMOBILISÉS (suite)

| | |
|---|----------------------|
| IV. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 97.400.682,96 |
| A. Entreprise liée | 73.416.500,00 |
| a) MEDIA TRANSPORT BRUSSELS – Acquisition | 0,00 |
| b) CITEO SADP – Acquisition | 73.416.500,00 |
| B. Entreprise avec laquelle il existe un lien de participation | 560.662,05 |
| a) TRANSURB CONSULT – Acquisition | 495.787,05 |
| b) OPTIMOBIL – Acquisition | 49.500,00 |
| c) TRANSAMO – Acquisition | 0,00 |
| d) BELGIAN MOBILITY CARD – Acquisition | 15.375,00 |
| C. Autres immobilisations financières | 153.361,24 |
| PHILIPPINES – Acquisition | 0,00 |
| PHILIPPINES – Réduction de valeur | 0,00 |
| TRANSAMO – Acquisition | 129.600,00 |
| CREDIT OUVRIER – Acquisition | 23.761,24 |
| Créances et cautionnements en numéraire | 23.270.159,67 |

ACTIFS CIRCULANTS

| | |
|---|-----------------------|
| V. CRÉANCES À PLUS D'UN AN | 1.530.995,04 |
| B. Autres créances | 1.530.995,04 |
| VI. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION | 30.700.956,70 |
| A. Stocks | 30.700.956,70 |
| 1. Approvisionnements | 29.487.197,26 |
| 2. Fabrications et travaux en cours | 1.213.759,44 |
| VII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS | 362.317.984,21 |
| A. Créances commerciales | 24.728.915,77 |
| • Clients | 23.666.544,86 |
| • Fournisseurs (débiteurs) | 24.069,00 |
| • Factures à établir | 967.382,53 |
| • Acomptes versés | 0,00 |
| • Créances douteuses | 70.919,38 |
| B. Autres créances | 337.589.068,44 |
| • Personnel | 311.905,73 |
| • T.V.A. à récupérer | 6.607.226,36 |
| • Quote-part de l'État dans les intérêts sur emprunts | 0,00 |
| • Rémunérations du personnel détaché | 0,00 |
| • Solde de la subvention d'exploitation à recevoir | 314.997.990,15 |
| • Divers | 15.671.946,20 |
| VIII. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE | 0,00 |
| IX. VALEURS DISPONIBLES | 6.648.978,91 |
| X. COMPTES DE RÉGULARISATION | 20.589.629,69 |

| | |
|-------------------------|-------------------------|
| TOTAL DE L'ACTIF | 2.219.445.410,13 |
|-------------------------|-------------------------|

Examen du bilan au 31 décembre 2015 o Passif

CAPITAUX PROPRES

| | |
|---|------------------|
| I. CAPITAL | 37.000.000,00 |
| IV. RÉSERVES | 72.131.521,12 |
| A. Réserve légale | 3.700.000,00 |
| D. Réserves disponibles | 68.431.521,12 |
| • Fonds d'investissement | 68.056.330,06 |
| • Fonds d'intérêts et de créances douteuses | 127.297,54 |
| • Autres réserves disponibles | 247.893,52 |
| V. BÉNÉFICE REPORTÉ DE L'EXERCICE EN COURS | 0,00 |
| VI. SUBSIDES EN CAPITAL | 1.625.454.359,70 |

PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

| | |
|---|----------------|
| VII. PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | 164.475.175,58 |
| A. Provision pour pensions et autres obligations similaires | 116.130.968,25 |
| B. Provision pour charges | 0,00 |
| C. Provision constituée pour couvrir le coût probable des regroupements des ateliers et services administratifs | 19.359.692,00 |
| D. Autres risques et charges | 28.984.515,33 |
| • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 12.684.081,22 |
| • Provision pour litiges en cours | 3.470.000,00 |
| • Provision pour heures à récupérer | 10.498.940,18 |
| • Provision pour litige social | 1.557.628,66 |
| • Provision pour litige assurances | 773.865,27 |

DETTES

| | |
|--|----------------|
| VIII. DETTES À PLUS D'UN AN | 70.655.377,66 |
| A. Dettes financières | 70.376.647,34 |
| 3. Dettes de location-financement et assimilés | 7.776.647,34 |
| 4. Établissements de crédit: emprunts à long terme pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 62.600.000,00 |
| C. Acomptes reçus sur commande | 0,00 |
| D. Autres dettes | 278.730,32 |
| IX. DETTES À UN AN AU PLUS | 199.506.565,52 |
| A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 10.330.433,93 |
| • Dettes de location-financement mobilier | 6.930.433,93 |
| • Remboursements dont l'échéance se situe en 2014 sur les emprunts à long terme pris pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 3.400.000,00 |
| B. Dettes financières – Établissements de crédit | 0,00 |
| C. Dettes commerciales | 94.486.114,65 |
| D. Acomptes reçus | 1.981.288,44 |
| E. Dettes fiscales, salariales et sociales | 87.446.483,14 |
| F. Autres dettes | 5.262.245,36 |
| X. COMPTES DE RÉGULARISATION | 50.222.410,55 |

| | |
|-----------------|------------------|
| TOTAL DU PASSIF | 2.219.445.410,13 |
|-----------------|------------------|

Examen du bilan au 31 décembre 2015

SITUATION DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 2015

| Année des emprunts | Montant des emprunts | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2014 | Remboursement au cours de l'année 2015 | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2015 | Remboursement au cours de l'année 2016 | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2016 | Montant à rembourser à partir du 01/01/2017 jusqu'au 31/12/2020 | Montant à plus de 5 ans |
|--------------------|-----------------------|--|--|--|--|--|---|-------------------------|
| 1984 | 12.394.676,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.552.326,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1985 | 6.841.861,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6.792.282,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12.146.782,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1986 | 1.536.939,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1987 | 7.064.965,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.948.956,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1990 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1991 | 46.881.741,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 5.275.056,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1992 | 26.499.817,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 54.933.205,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1993 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1994 | 34.754.672,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 35.250.459,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1995 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1996 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1997 | 49.578.704,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1998 | 51.685.799,92 | 4.858.713,09 | 4.858.713,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1999 | 83.589.696,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2002 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2004 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2005 | 21.000.000,00 | 8.400.000,00 | 1.400.000,00 | 7.000.000,00 | 1.400.000,00 | 5.600.000,00 | 5.600.000,00 | 0,00 |
| 2006 | 58.320.000,00 | 6.480.000,00 | 6.480.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2007 | 30.000.000,00 | 18.000.000,00 | 2.000.000,00 | 16.000.000,00 | 2.000.000,00 | 14.000.000,00 | 8.000.000,00 | 6.000.000,00 |
| 2008 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2009 | 43.000.000,00 | 43.000.000,00 | 0,00 | 43.000.000,00 | 0,00 | 43.000.000,00 | 43.000.000,00 | 0,00 |
| 2010 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2011 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2012 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2013 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2014 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 816.054.912,57 | 80.738.713,09 | 14.738.713,09 | 66.000.000,00 | 3.400.000,00 | 62.600.000,00 | 56.600.000,00 | 6.000.000,00 |

CAPACITÉS D'EMPRUNTS DISPONIBLES AVEC OCTROI DE LA GARANTIE RÉGIONALE

| | | | | | | | | |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| TOTAL | 816.054.912,57 | 80.738.713,09 | 14.738.713,09 | 66.000.000,00 | 3.400.000,00 | 62.600.000,00 | 56.600.000,00 | 6.000.000,00 |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|

Résultats au 31 décembre 2015 ◦ Charges

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2015 | 2014 |
|---|--|-----------------------|-----------------------|
| II. COÛT DES VENTES ET PRESTATIONS | | 880.308.749,24 | 833.033.385,39 |
| A. Approvisionnements et marchandises | | 38.543.208,62 | 36.195.000,80 |
| 1. Achats et sous-traitances générales | | 40.682.496,86 | 38.644.015,34 |
| 2. Variation des stocks (augmentation –, réduction +) | | -2.139.288,24 | (2.449.014,54) |
| B. Services et biens divers | | 136.134.366,46 | 118.010.437,16 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | | 530.783.086,66 | 507.805.192,54 |
| D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 163.418.374,07 | 136.103.523,53 |
| E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales | | -515.874,43 | 2.598.078,74 |
| F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations –) | | 7.234.900,48 | 26.150.478,06 |
| G. Autres charges d'exploitation | | 4.710.687,38 | 6.170.674,56 |
| H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (–) | | 0,00 | 0,00 |
| RÉSULTATS FINANCIERS | | | |
| V. CHARGES FINANCIÈRES | | 7.855.153,41 | 4.345.474,22 |
| A. Charges des dettes | | 3.343.878,20 | 3.963.108,16 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E (dotations +, reprises –) | | 54.639,37 | (314.947,64) |
| C. Autres charges financières | | 4.456.635,84 | 697.313,70 |
| RÉSULTATS EXCEPTIONNELS | | | |
| VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 238.516,14 | 620.327,33 |
| A. Amortissement et réductions de valeur exceptionnels | | 0,00 | 0,00 |
| B. Réductions de valeur sur immobilisations financières | | 0,00 | 0,00 |
| Charges exceptionnelles | | 238.516,14 | 620.327,33 |
| C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, utilisations –) | | 0,00 | 0,00 |
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | | |
| X. IMPÔTS | | 562.512,98 | 146.992,08 |
| TOTAL DES CHARGES | | 888.964.931,77 | 838.146.179,02 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | | |
| XI. BÉNÉFICE | | 26.643.239,52 | 671.601,10 |

Résultats au 31 décembre 2015 o Produits

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2015 | 2014 |
|--|--|-----------------------|-----------------------|
| I. VENTES ET PRESTATION | | 743.371.201,69 | 690.489.062,90 |
| A. Chiffre d'affaires: recettes du trafic | | 271.885.784,96 | 266.826.090,04 |
| B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -) | | (66.729,51) | (556.625,98) |
| C. Production immobilisée | | 53.381.460,00 | 25.804.376,80 |
| D. 1. Autres produits d'exploitation | | 147.423.686,24 | 120.622.588,04 |
| 2. Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les frais de fonctionnement | | 270.747.000,00 | 277.792.634,00 |

RÉSULTATS FINANCIERS

| | | | |
|---|--|-----------------------|-----------------------|
| IV. PRODUITS FINANCIERS | | 171.569.774,55 | 146.513.282,38 |
| A. Produits des immobilisations financières | | 354.578,04 | 370.699,69 |
| B. Produits des actifs circulants | | 559.311,04 | 991.528,64 |
| C. Autres produits financiers dont les subsides en intérêts et capital octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale | | 170.655.885,47 | 145.151.054,05 |

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

| | | | |
|--|--|-------------------|---------------------|
| VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 667.195,05 | 1.815.434,84 |
| A. Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles | | 500.003,52 | 500.000,00 |
| B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières | | 0,00 | 0,00 |
| D. Plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés | | 0,00 | 2.007,32 |
| E. Autres produits exceptionnels | | 167.191,53 | 1.313.427,52 |

| | | |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES PRODUITS | 915.608.171,29 | 838.817.780,12 |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | | | |
|--------------------------------------|--|---------------|------------|
| A. Résultat à affecter | | | |
| 1. Bénéfice de l'exercice à affecter | | 26.643.239,52 | 671.601,10 |
| D. Affectation aux capitaux propres | | | |
| 1. Fonds d'investissement | | 26.643.239,52 | 671.601,10 |
| F. Bénéfice à distribuer | | | |
| 3. Autres allocataires | | | |

Annexe

I. à III. ÉTATS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| | Frais de restructuration | Concessions, brevets, licences, etc. | Terrains et constructions | Installations, machines et outillages |
|--|-----------------------------|--|------------------------------|---|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 9.814.152,39 | 1.242.406,57 | 1.081.247.084,23 | 409.608.008,14 |
| • Mutation de l'exercice | | | | |
| - Acquisitions (y compris production immobilisée) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Constitution | | | | |
| - Cessions et désaffectations | 0,00 | 0,00 | 8.982.536,78 | 12.959,09 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 11.858.785,67 | 3.144.327,00 | 75.773.769,05 | 26.164.439,46 |
| • Au terme de l'exercice | 21.672.938,06 | 4.386.733,57 | 1.148.038.316,50 | 435.759.488,51 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 9.814.152,39 | 1.242.406,57 | 528.479.522,86 | 242.758.811,75 |
| • Mutations de l'exercice | | | | |
| - Actés | 5.993.471,22 | 461.380,35 | 57.141.813,50 | 29.744.450,30 |
| - Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 0,00 | 0,00 | 5.536.834,26 | 11.324,93 |
| - Constitutions | | | | |
| - Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| • Au terme de l'exercice | 15.807.623,61 | 1.703.786,92 | 580.084.502,10 | 272.491.937,12 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 5.865.314,45 | 2.682.946,65 | 567.953.814,40 | 163.267.551,39 |

| | Mobilier et matériel roulant | Location- financement et droits similaires (mobilier et matériel roulant) | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et acomptes versés |
|--|---------------------------------|---|--|---|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 1.455.833.534,34 | 162.966.821,56 | 96.399.771,66 | 41.180.426,36 |
| • Mutation de l'exercice | | | | |
| - Acquisitions (y compris production immobilisée) | 439.006,27 | 0,00 | 0,00 | 188.458.455,16 |
| - Constitution | | | | |
| - Cessions et désaffectations | 1.155.277,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 33.049.843,24 | 0,00 | 47.935,29 | -150.039.099,71 |
| • Au terme de l'exercice | 1.488.167.106,40 | 162.966.821,56 | 96.447.706,95 | 79.599.781,81 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 743.172.074,91 | 5.283.717,61 | 49.816.998,73 | 0,00 |
| • Mutations de l'exercice | | | | |
| - Actés | 63.237.952,38 | 4.654.134,56 | 2.185.168,24 | 0,00 |
| - Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 1.155.185,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Constitutions | | | | |
| - Reprises | 0,00 | 0,00 | 500.000,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| • Au terme de l'exercice | 805.254.841,85 | 9.937.852,17 | 51.502.166,97 | 0,00 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 682.912.264,55 | 153.028.969,39 | 44.945.539,98 | 79.599.781,81 |

IV. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (RUBRIQUE 28 DE L'ACTIF)

| | |
|--|----------------------|
| 1. Participations, actions et parts: (rubrique 280/2/4) | 74.130.523,29 |
| • Montant au terme de l'exercice précédent | 74.150.523,29 |
| • Mutation de l'exercice: | |
| - Acquisitions | 0,00 |
| - Cessions | 0,00 |
| - Réduction de valeur sur participation (dotations) | -20.000,00 |
| - Réduction de valeur sur participation (reprises) | 0,00 |
| - Transfert d'une rubrique à l'autre | 0,00 |
| 2. Créances (rubrique 288 Garanties) | 23.270.159,67 |
| • Montant au terme de l'exercice précédent | 30.181.762,81 |
| • Mutations de l'exercice | |
| - Augmentations | 7.739.579,64 |
| - Remboursements | -14.651.182,78 |

VIII. SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

| | |
|--|----------------------|
| Le capital est de 37 millions d'EURO pour 140.000 parts sociales | 37.000.000,00 |
|--|----------------------|

IX. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| | |
|--|-----------------------|
| Provision pour sinistres à régler aux tiers (rubrique 166 du passif) | 12.684.081,22 |
| Provisions sociales, fiscales et pour autres risques et charges (rubriques 16) | 151.791.094,36 |

X. ÉTAT DES DETTES

| | |
|---|----------------------|
| Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an | 80.985.811,59 |
| • Durée résiduelle d'un an au plus | 10.330.433,93 |
| - Établissements de crédit - dettes en compte emprunt | 3.400.000,00 |
| - Dettes de location-financement et assimilés | 6.930.433,93 |
| • Durée résiduelle de plus d'un an mais de cinq ans au plus | 61.255.377,66 |
| - Établissements de crédit | 53.200.000,00 |
| - Autres dettes | 278.730,32 |
| - Dettes de location-financement et assimilés | 7.776.647,34 |
| • Durée résiduelle de plus de cinq ans | 9.400.000,00 |
| - Établissements de crédit | 9.400.000,00 |
| - Autres dettes | 0,00 |
| Dettes garanties par les pouvoirs publics belges | 69.400.000,00 |
| • Dettes à plus d'un an | |
| - Établissements de crédit | 66.000.000,00 |
| • Dettes à un an au plus | |
| - Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 3.400.000,00 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 87.446.483,14 |
| • Impôts (rubriques 450/3 du passif) | |
| - Dettes fiscales non échues | 14.772.755,87 |
| • Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif) | |
| - Dettes envers l'Office national de Sécurité sociale et autres dettes salariales et sociales | 72.673.727,27 |

| | |
|---|----------------------|
| XI. COMPTES DE RÉGULARISATION (RUBRIQUE 492/3/7 DU PASSIF) | 50.222.410,55 |
| Charges à payer | 3.700.257,32 |
| Intérêts courus non échus | 766.591,77 |
| Produits à reporter - SEB Lease | 10.433.363,44 |
| Factures établies par anticipation | 0,00 |
| Loyers encaissés anticipativement | 18.137,64 |
| Recettes du trafic encaissées d'avance | 35.304.060,38 |

XII. INDICATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS D'EXPLOITATION

| | |
|--|-----------------------|
| Effectif au 31 décembre 2014 | 8.003 |
| - Ouvriers | 5.701 |
| - Employés | 2.096 |
| - Personnel de direction | 206 |
| Total des charges de rémunérations | 476.070.571,28 |
| Réduction des cotisations sociales imputées en autres produits d'exploitation | -27.356.257,69 |
| Charges de rémunérations totales nettes | 503.426.828,97 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée en dépenses d'exploitation | 424.614.071,87 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux refacturée pour les agents détachés à l'Administration régionale | 9.041.007,80 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur la dotation spécifique sécurité | 42.167.741,44 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur la dotation spécifique escalators | 1.200.790,60 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée en investissement | 23.408.520,34 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur les travaux à charges des tiers | 2.994.696,92 |
| - quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée aux contrats de premier emploi | 0,00 |

VENTILATION DES CHARGES ENTRE ACTIFS ET NON-ACTIFS

| | |
|---|-----------------------|
| • Charges relatives au personnel actif | 450.119.459,80 |
| Rémunérations payées pendant l'année | 326.540.907,42 |
| Charges sociales de caractère légal (sous déduction des réductions de cotisations sociales pour un montant de 24.772.550,33 €). | 101.971.227,30 |
| - cotisations patronales à la sécurité sociale des travailleurs; | |
| - charges des accidents du travail; | |
| - salaire hebdomadaire et le salaire mensuel garantis; | |
| - paiement des rémunérations correspondant aux congés pour événements familiaux et à l'accomplissement d'obligations civiles; | |
| - crédits d'heures pour l'enseignement de promotion sociale; | |
| - intervention de la société dans le prix d'abonnements S.N.C.B.; | |
| - indemnités pour déplacements au service médical du travail; | |
| - indemnités compensatoires de préavis; | |
| - frais d'entretien des vêtements de travail. | |
| Le total des charges sociales de caractère légal représente 32,67 % des rémunérations. | |
| Autres avantages conventionnels accordés au personnel | 21.607.325,08 |
| - masse d'habillement | 1.173.990,39 |
| - secours en cas de maladie | 3.077.451,47 |
| - tickets-restaurants | 9.918.479,79 |
| - assurance hospitalisation | 3.457.654,46 |
| - service social | 2.580.783,86 |
| - primes diverses | 673.251,80 |
| - allocation au fonds syndical | 1.097.037,15 |
| - allocation d'attente réduite à charge de l'O.N.Em. | -371.323,84 |
| Ces avantages extra-légaux représentent 6,69 % des rémunérations. | |
| • Charges relatives au personnel non actif (pensionné, prépensionné ou bénéficiaire du système de départ anticipé) | 50.142.143,92 |
| - cotisation ONSS spéciale en matière de pension complémentaire (8,86%) | 690,59 |
| - indemnité complémentaire octroyée aux prépensionnés et travailleurs âgés mis au chômage | 18.501.376,07 |
| - allocation complémentaire aux agents pensionnés ainsi qu'aux veuves et orphelins | 533.602,90 |
| - primes annuelles d'assurances groupe Assubel, Ethias | 31.106.474,36 |
| - pensions pour maladie | 0,00 |
| L'ensemble des charges légales et extralégales pour les non-actifs se chiffre ainsi à 18,66 % des rémunérations. | |

| | |
|---|---------------------|
| Réductions de valeur | -515.874,43 |
| Stocks et commandes en cours | |
| - Dotations | 350.486,23 |
| - Reprises | 0,00 |
| Créances commerciales | |
| - Dotations | 1.314.592,11 |
| - Reprises | -2.180.952,77 |
| Provisions pour risques et charges | 7.234.900,48 |
| - Dotations | 37.598.807,55 |
| - Utilisations et reprises | -30.363.907,07 |
| Autres charges d'exploitation | 4.710.687,38 |
| - Impôts et taxes relatifs à l'exploitation | 1.012.272,77 |
| - Autres charges | 3.698.414,61 |

XIII. INDICATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS FINANCIERS

| | |
|--|-----------------------|
| Autres produits financiers | 167.822.674,28 |
| - Subsidés en capital | 164.024.000,46 |
| - Subsidés en intérêts | 2.965.299,00 |
| - Solde dotation globalisée | 0,00 |
| - Autres produits financiers | 833.374,82 |
| Réductions de valeurs sur actifs circulants | 54.639,37 |
| - Dotations | 75.993,38 |
| - Reprises | -21.354,01 |

XV. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

| | |
|--|------------|
| Impôts et précomptes dus ou versés | 562.512,98 |
|--|------------|

XVI. AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

| | |
|--|---------------|
| Taxe sur la valeur ajoutée portée en compte | |
| - à l'entreprise (déductible) | 72.320.612,90 |
| - par l'entreprise | 53.345.019,83 |
| Montants retenus à charge de tiers | |
| - précompte professionnel | 68.585.999,89 |
| - précompte mobilier | 456.522,45 |

XVII. INDICATIONS RELATIVES AUX DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

| | |
|---|----------------|
| Engagements | |
| - engagements d'acquisition | 233.392.293,00 |
| - engagement et recours liés aux produits dérivés | 3.700.257,32 |
| - cautions reçues de tiers | 38.704.428,00 |
| - cautionnements donnés pour notre compte | 2.133.347,00 |
| - créanciers de loyers et redevances | 1.698.639,00 |
| - engagements de la Région | 60.995.880,00 |
| - valeur des titres de transport remis en consignation au personnel et aux tiers vendeurs | 1.173.926,00 |

Régime complémentaire de pension

Il s'agit d'une pension complémentaire octroyée à l'ensemble des membres du personnel pensionnés et à leurs ayants droit. Celle-ci résulte d'une convention collective et octroie à chaque agent pensionné en vie à l'âge de la retraite une rente viagère et au décès de l'agent une rente de survie aux ayants droit. Cette rente viagère ou de survie peut être convertie en capital.

Ce régime est géré dans le cadre d'une assurance groupe conclue auprès d'Ethias; celle-ci s'est substituée, sans octroi d'avantages nouveaux au fonds de pension interne anciennement en vigueur et qui était caractérisé par l'absence de réserves financières et la prise en charge sur l'exercice des coûts induits par les rentes octroyées.

Cette assurance groupe intègre également depuis 2012 tous les pensionnés d'avant 1994 et leurs ayant droit, à concurrence de la valeur de leurs promesses de rente jusqu'à leur décès.

L'assureur a confirmé que les avoirs financiers actuels d'origine patronale couvrant ces promesses de pensions complémentaires s'élèvent au 31/12/2015 à 270.736.706 EUR compte tenu des versements légaux requis, des prélèvements effectués et des intérêts générés.

Certains membres du personnel détachés à Bruxelles Mobilité - l'Administration de l'équipement et des déplacements (A.E.D.) ne bénéficient pas de l'allocation complémentaire citée ci-dessus mais d'une autre forme d'assurance groupe conclue avec Assubel ayant pour objet de garantir à chaque participant en vie à l'âge de la retraite un capital destiné à lui constituer une rente viagère et à son décès, s'il survient avant l'âge de la retraite, un capital à liquider aux ayants droit.

XIX. INDICATIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES

Rémunérations directes à charge du compte de résultats.

XX. RÉSUMÉ DES RÈGLES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation sont établies conformément de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés.

Frais de restructuration

La société a la faculté de mettre en oeuvre d'éventuelles mesures de restructuration. Conformément à la législation, les charges induites pourront être actées comme frais de restructuration lorsqu'il s'agit de charges engagées dans le cadre d'une modification substantielle de l'organisation de l'entreprise, nettement circonscrites et qui ont un impact favorable et durable sur l'efficacité de l'entreprise. La législation prévoit un amortissement en maximum 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais de recherches et développements sont amortis sur 5 années (11.629.805 €) et sur une année (228.979 €). Les droits d'usage de logiciel sont amortis sur 5 années (1.264.997 €) et sur une année (1.879.330 €).

Immobilisations financières

Les participations, actions et parts sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition sous déduction des montants restant éventuellement à libérer et des moins-values certaines et durables. Ce poste comprend également la participation de la société dans le capital des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation ainsi qu'en créances et cautionnements en numéraire, les sommes déposées à titre de garanties.

Immobilisations corporelles

Tous les biens repris dans les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'un inventaire détaillé. Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'apport, à leur prix d'acquisition ou à leur prix de revient, déduction faite des amortissements et réductions de valeur y afférents.

Les amortissements sont calculés selon la durée de vie et les pourcentages ci-après. Par transformations, il faut entendre aussi réparations et aménagements.

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Durée de vie | % / an |
|--|--------------|--------|
| Terrains et constructions | | |
| - Terrains | illimitée | |
| Bâtiments | | |
| - Acquisitions | 40 ans | 2,5 |
| - Transformations | 20 ans | 5 |
| - Aménagements | 10 ans | 10 |
| - Appointements | 1 an | 100 |
| - Agences commerciales - acquisitions | 20 ans | 5 |
| - Agences commerciales - transformations | 10 ans | 10 |
| - Installations sur réseaux y compris sanisettes - acquisitions | 20 ans | 5 |
| - Installations sur réseaux y compris sanisettes - transformations | 10 ans | 10 |
| Réseaux (1) | | |
| - Voies | 25 ans | 4 |
| - Lignes | 10 ans | 10 |
| - Câbles et sous-stations | 20 ans | 5 |
| - Câbles et sous-stations - transformations | 10 ans | 10 |
| - Signalisation | 20 ans | 5 |
| - Signalisation - transformations | 10 ans | 10 |
| - Site propre bus | 10 ans | 10 |
| - Réseaux - micro-investissement et appointements | 1 an | 100 |
| Installations, machines et outillages | | |
| - Gros équipements | 20 ans | 5 |
| - Machines et équipements | 10 ans | 10 |
| - Equipement de gestion y compris billettique, perception - acquisition | 10 ans | 10 |
| - Équipement de gestion y compris billettique, perception - transformation | 5 ans | 20 |
| - Informatique industrielle - acquisition | 10 ans | 10 |
| - Informatique industrielle - transformation | 5 ans | 20 |
| - Outillage divers y compris les appareillages de mesure | 5 ans | 20 |
| - Informatique de gestion | 5 ans | 20 |

| | | |
|---|--------|------|
| Articles stockés stratégiques et/ou réparables (UNBW) (2) | | |
| - UNBW Métro et métro ZRP | 16 ans | 6,3 |
| - UNBW Trams 7000/7800/7900 | 1 an | 100 |
| - UNBW Trams 2000 et trams ZRP | 12 ans | 8,3 |
| - UNBW Trams 3000 | 13 ans | 7,7 |
| - UNBW Bus standard / articulés / A500 | 1 an | 100 |
| - UNBW Bus A300 Diesel | 2 ans | 50,0 |
| - UNBW Bus A300 Gaz | 1 an | 100 |
| - UNBW Bus Jonckheere | 5 ans | 20,0 |
| - UNBW Midibus A308 | 6 ans | 16,7 |
| - UNBW Evobus, A330 et O530G | 7 ans | 14,3 |
| - UNBW Minibus | 1 an | 100 |
| - UNBW Maintenance infrastructures (voies, lignes et câbles, ...) | 9 ans | 11,1 |
| Mobilier et matériel de bureau | | |
| - Mobilier et matériel de bureau y compris les appareils de communication | 5 ans | 20 |
| Métro | | |
| - Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| - Grande révision | 8 ans | 12,5 |
| - Petite révision | 4 ans | 25 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| - Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Tramways | | |
| - Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| - Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Autobus | | |
| - Acquisitions | 13 ans | 7,7 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 6 ans | 6 ans | 16,6 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 6 ans | 1 an | 100 |
| - Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Minibus handicapés | | |
| - Acquisitions | 8 ans | 12,5 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 4 ans | 4 ans | 25 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 4 ans | 1 an | 100 |
| - Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Véhicules utilitaires ferrés | | |
| - Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| - Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Véhicules utilitaires sur pneu | | |
| - Acquisitions | 10 ans | 10 |
| - Transformations d'une durée de vie \geq 5 ans | 5 ans | 20 |
| - Transformations d'une durée de vie $<$ 5 ans | 1 an | 100 |
| Automobiles | 5 ans | 20 |
| Matériel ferré déposé en leasing | 35 ans | 2,9 |
| Bâtiments pris en location | | |
| - Transformations | 20 ans | 5 |
| - Aménagements | 10 ans | 10 |

(1) Réseaux

L'ensemble de la gestion des réseaux voies, lignes aériennes, câbles et site bus fait l'objet d'une ventilation par unités d'œuvre simple, à savoir les mètres courants. A chacun de ces mètres, nous avons associé sa vétusté exprimée en années d'utilisation et donc d'amortissement industriel réalisé. Cette méthodologie assure le suivi précis de tout tronçon faisant l'objet d'un renouvellement et prend en compte les éventuelles réductions de valeurs et utilisations/reprises des subsides en capital associées auxdits biens.

(2) Articles stockés stratégiques et/ou réparables (UNBW)

Des articles sont considérés comme stratégiques lorsqu'ils sont acquis en même temps que les véhicules auxquels ils se rapportent, soit pour des questions de fabrications en séries spécifiques, de délais particulièrement longs de réapprovisionnement ou de coûts anormalement élevés, s'ils devaient être acquis ultérieurement. Des articles sont considérés comme réparables lorsque ces articles, du fait de leur réparation en externe ou en interne, parcourent plusieurs cycles d'utilisation pendant leur durée de vie et auxquels sont associés un code de réparation atelier et un statut bloqué à la recommandation.

L'ensemble des articles détenus en stock a fait l'objet d'un examen technique afin de classer ceux-ci soit en pièces de consommation courante (HIBE) gérées en quantité et valeur en stock, soit comme articles UNBW gérés en quantité en stock mais avec valorisation non plus en stock mais dans les présentes immobilisations. Les pièces UNBW ont alors été triées en différentes catégories selon le type de matériel auquel elles se rapportent et chacune de ces catégories de biens fait alors l'objet d'un amortissement en fonction de la moitié de la durée de vie restant à amortir des véhicules concernés les plus récents.

Stocks

Les pièces d'approvisionnement font l'objet d'un inventaire physique permanent et sont valorisées au prix moyen pondéré, compte tenu des prix d'acquisition ou des coûts de revient appliqués à chaque entrée.

Les en-cours de fabrication sont repris au coût de revient.

Les articles sont classifiés techniquement en deux grandes catégories :

- les articles stratégiques et réparables UNBW
- les articles de consommation normale HIBE.

Tout en maintenant une gestion centralisée en SAP de tous les articles en quantités, qu'ils soient HIBE ou UNBW, seuls les articles de consommation (HIBE) restent valorisés en stock. La valeur des articles stratégiques et/ou réparables est, elle, transférée en immobilisations pour y faire l'objet d'un amortissement.

Tous les articles font l'objet d'un examen des taux de rotation et de l'obsolescence. Cet examen donne lieu à des déclassements éventuels ou à des réductions de valeur.

Une réduction de valeur individualisée est appliquée sur tous les articles n'ayant plus eu de consommation, selon le tableau ci-dessous :

| ARTICLES SANS CONSOMMATION | TAUX RÉD. DE VALEUR EN % |
|----------------------------|--------------------------|
| entre 2 et 3 ans | 30 |
| entre 3 et 4 ans | 60 |
| entre 4 et 5 ans | 75 |
| entre 5 et 6 ans | 90 |
| plus de 6 ans | 100 |

En sus, tous les articles consommés font l'objet d'un calcul de rotation (calculé sur une moyenne de deux ans) et génère individuellement une réduction de valeur, conformément au tableau repris ci-après :

| TAUX DE ROTATION SAP MOYEN | TAUX RÉD. DE VALEUR EN % |
|-----------------------------------|--------------------------|
| stock consommé en <3 ans | 0 |
| stock consommé entre 3 et 4 ans | 4 |
| stock consommé entre 4 et 5 ans | 10 |
| stock consommé entre 5 et 6 ans | 14 |
| stock consommé entre 6 et 7 ans | 18 |
| stock consommé entre 7 et 8 ans | 30 |
| stock consommé entre 8 et 9 ans | 40 |
| stock consommé entre 9 et 10 ans | 50 |
| stock consommé entre 10 et 20 ans | 70 |
| stock consommé sur plus de 20 ans | 100 |

Il est à souligner toutefois que les articles sont maintenus dans le système SAP pour leur prix moyen pondéré normal avant réduction de valeur afin de permettre le calcul correct des prix de revient. La réduction de valeur étant globalisée et déduite du stock global.

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles donnent lieu à des réductions de valeur en cas d'incertitude quant à leur réalisation.

Provision pour risques et charges

Cette provision de 19.359.692 EUR couvre le coût probable des déménagements liés aux regroupements des ateliers de la direction technique du Matériel roulant sur le site de Haren, les frais de déménagements de l'AED vers le nouveau siège social, des coûts de dépollution des sites, du déplacement du terminus Van Haelen et des frais de stabilité de Demets.

Provision pour sinistres à régler aux tiers

Cette provision de 12.684.081,22 EUR est constituée par la société comme "propre assureur". Elle est valorisée, conformément à la législation en matière d'assurances et aux directives de la B.N.B. via une individualisation de l'ensemble des sinistres antérieurs à 2016 et pour lesquels des débours seraient à supporter raisonnablement par la société dans les années à venir. Cette estimation couvre aussi un forfait de 10% des coûts pour la couverture des frais de gestion interne et externe.

Provision pour heures à récupérer et jours de garde

Une provision de 10.498.940,18 EUR a été constituée conformément à la législation pour couvrir la charge potentielle représentée par l'ensemble des heures prestées par le personnel de l'entreprise, des jours capitalisés et des jours de garde non payés. Ces heures sont normalement à récupérer par compensation sur le reste de leur carrière future.

Provision pour la couverture des charges de prépension, licenciement conventionnel et autres départs

Cette couverture des charges de prépensions, de licenciements conventionnels et autres départs s'élève à 116.011.804,20 EUR actualisée. Elle permet entre autres de couvrir les rentes mensuelles à payer entre l'âge de départ anticipé de tous les agents partis au 31/12/2015, selon les conventions et populations concernées, et l'âge de leur départ en pension légale à 65 ans, ainsi que les promesses de pensions individuelles et les indemnités de préavis éventuels.

Provision pour la couverture des litiges

Cette provision s'élève à 5.801.493,93 EUR.

Subsides en capital

Ils concernent :

- les interventions financières directes de la Région dans les charges spécifiques de restructuration de la société, d'extension et de modernisation du réseau. Ces subsides sont réduits individuellement et progressivement par imputation au compte de résultats, au rythme de la prise en charge de l'amortissement de ces immobilisations subsidiées;
- les subsides reçus pour rembourser le capital des emprunts d'investissement pris par la société et ayant pour objet le financement du renouvellement et de la restructuration de son outil d'exploitation. Il a été convenu, dans un souci de clarté, de traiter ce subside, à partir de 1997, comme les autres subsides en capital et de ne plus le prendre en résultat immédiatement. Les subsides reçus de la Région sous forme de dotations directes d'investissement, octroyés dans le cadre des programmes annuels d'investissement, sont dès lors pris en résultat au rythme de l'amortissement industriel global de l'ensemble des immobilisations concernées.

Les autres postes de l'actif ou du passif figurent au bilan à leur valeur comptable ou à leur valeur nominale.

XXbis. MODIFICATION DES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DES TRAITEMENTS COMPTABLES

Les petites révisions des rames de métro sont amorties sur 4 années à partir du 01.01.2015, donc l'impact comptable est de 165.677 €

XXI. PUBLICATION DES EXTRAITS DES ACTES CONSTITUTIFS ET MODIFICATIFS DES STATUTS

Ordonnance du 22 novembre 1990 (Moniteur belge du 28 novembre 1990) relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par les ordonnances du 19 juillet 1996 (Moniteur belge du 28 août 1996) et du 19 avril 2007 (Moniteur belge du 2 mai 2007). Un arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 1990 (publié au Moniteur belge du 18 décembre 1990) approuve la création et les statuts de la Société des transports intercommunaux de Bruxelles constituée par acte passé le 3 décembre 1990.



Bilan social

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise: 328.03

I. ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

A. TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

| | Total | Hommes | Femmes |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| 1. Au cours de l'exercice | | | |
| Nombre moyen de travailleurs | | | |
| Temps plein | 6.823,3 | 6.265,7 | 557,6 |
| Temps partiel | 1.024,7 | 856,8 | 167,9 |
| Total en équivalents temps plein (ETP) | 7.848,0 | 7.122,5 | 725,5 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | | | |
| Temps plein | 11.863.669 | 10.744.925 | 1.118.744 |
| Temps partiel | 1.317.643 | 1.193.389 | 124.254 |
| Total | 13.181.312 | 11.938.314 | 1.242.998 |
| Frais de personnel | | | |
| Temps plein | 463.761.711,58 | 420.029.041,09 | 43.732.670,49 |
| Temps partiel | 51.507.805,33 | 46.650.619,29 | 4.857.186,04 |
| Total | 515.269.516,91 | 466.679.660,38 | 48.589.856,53 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 10.214.029,78 | 9.250.846,77 | 963.183,01 |
| 2. Au cours de l'exercice précédent | | | |
| Nombre moyen de travailleurs en ETP | 7.100,5 | 6.499,2 | 601,3 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 12.424.872 | 11.300.523 | 1.124.349 |
| Frais de personnel | 491.103.212,54 | 446.662.397,54 | 44.440.815,00 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 9.630.972,00 | 8.759.448,00 | 871.524,00 |
| 3. À la date de clôture de l'exercice | | | |
| | Temps plein | Temps partiel | Total en ETP |
| Nombre de travailleurs | 7.030 | 973 | 7.680 |
| • Par type de contrat de travail | | | |
| - Contrat à durée indéterminée | 6.905 | 973 | 7.555,0 |
| - Contrat à durée déterminée | 125 | | 125,0 |
| - Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | | | |
| - Contrat de remplacement | | | |
| • Par sexe et niveau d'études | | | |
| - Hommes | 6.441 | 807 | 6.985,5 |
| - de niveau primaire | 885 | 241 | 1.054,1 |
| - de niveau secondaire | 4.671 | 523 | 5.016,5 |
| - de niveau supérieur non universitaire | 263 | 8 | 268,5 |
| - de niveau supérieur universitaire | 622 | 35 | 646,5 |
| - Femmes | 589 | 166 | 694,4 |
| - de niveau primaire | 33 | 19 | 45,1 |
| - de niveau secondaire | 281 | 80 | 330,4 |
| - de niveau supérieur non universitaire | 129 | 23 | 145,7 |
| - de niveau supérieur universitaire | 146 | 44 | 173,3 |
| • Par catégorie professionnel | | | |
| - Personnel de direction | 195 | 11 | 202,1 |
| - Employés | 1.756 | 340 | 1.996,1 |
| - Ouvriers | 5.079 | 622 | 5.481,8 |
| - Autres | 0 | 0 | 0,0 |

B. PERSONNEL INTÉrimAIRE ET PERSONNES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

| | Personnel intérimaire | Personnes mises à la disposition de l'entreprise |
|--|-----------------------|--|
| Au cours de l'exercice | | |
| Nombre moyen de personnes occupées | 32,25 | 0 |
| Nombre effectif d'heures prestées | 71.412 | 0 |
| Frais pour l'entreprise | 1.805.488,47 | 0 |

II. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

| | Temps plein | Temps partiel | Total en ETP |
|--|-------------|---------------|--------------|
| A. ENTRÉES | | | |
| Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice | 824 | 7 | 828,8 |
| • Par type de contrat de travail | | | |
| - Contrat à durée indéterminée | 698 | 6 | 702,3 |
| - Contrat à durée déterminée | 126 | 1 | 126,5 |
| - Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0,0 |
| - Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0,0 |
| B. SORTIES | | | |
| Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice | 336 | 117 | 413,8 |
| • Par type de contrat de travail | | | |
| - Contrat à durée indéterminée | 264 | 116 | 341,0 |
| - Contrat à durée déterminée | 72 | 1 | 72,8 |
| - Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0,0 |
| - Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0,0 |
| • Par motif de fin de contrat | | | |
| - Pension | 21 | 4 | 23,6 |
| - Chômage avec complément d'entreprise | 47 | 75 | 94,9 |
| - Licenciement | 77 | 8 | 82,5 |
| - Autre motif | 191 | 30 | 212,9 |
| - Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants | 0 | 0 | 0,0 |

III. RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

| | Hommes | Code | Femmes |
|--|------------|--------|-----------|
| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur | | | |
| Nombre de travailleurs concernés | 5.780 | 5.811 | 553 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 286.362 | 5.812 | 28.321 |
| Coût net pour l'entreprise | 13.049.635 | 5.813 | 1.290.623 |
| - dont coût brut directement lié aux formations | 13.049.635 | 58.131 | 1.290.623 |
| - dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs | 0 | 58.132 | 0 |
| - dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire) | 0 | 58.133 | 0 |
| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur | | | |
| Nombre de travailleurs concernés | 0 | 5.831 | 0 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 0 | 5.832 | 0 |
| Coût net pour l'entreprise | 0 | 5.833 | 0 |
| Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur | | | |
| Nombre de travailleurs concernés | 0 | 5.851 | 0 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 0 | 5.852 | 0 |
| Coût net pour l'entreprise | 0 | 5.833 | 0 |

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA STIB SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les déclarations complémentaires requises. Les comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2015, le compte de résultats de l'exercice clos à cette date et l'annexe.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS – OPINION SANS RÉSERVE

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de la S.T.I.B. pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à **2.219.445.410,13 EUR** et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de **26.643.239,52 EUR**.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Collège de commissaires

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs, relève du jugement du collège des commissaires. En procédant à cette évaluation des risques, le collège des commissaires prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la S.T.I.B. au 31 décembre 2015, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Paragraphe relatif à d'autres points

Vu les exigences multiples avec lesquelles la société est confrontée, l'organe de gestion doit poursuivre le développement du système de contrôle interne et optimiser les mesures de gestion mises en place pour mieux maîtriser les incertitudes liées aux risques identifiés.

La STIB reçoit des subsides auxquelles des conditions sont liées. Tous les subsides n'ont pas été soumis à des contrôles par les autorités compétentes.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et le contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des mentions requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Bruxelles, le 27 avril 2016

LE COLLÈGE DES COMMISSAIRES,

RSM RÉVISEURS D'ENTREPRISES, représenté par

Vinciane Maricq
Réviser d'entreprises

Jean-François Nobels
Réviser d'entreprises

SCCRL MAZARS REVISEURS D'ENTREPRISES, représenté par

Philippe Gossart
Réviser d'entreprises

Lieven Acke
Réviser d'entreprises



RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS 24 MAI 2016

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux statuts, nous avons l'honneur de vous rendre compte de la manière dont nous avons accompli notre mission de surveillance et de contrôle au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nous avons examiné les différentes rubriques des comptes annuels arrêtés par le conseil d'administration et avons constaté leur concordance avec les livres sociaux.

L'existence des disponibilités en caisse et en banques est conforme aux documents comptables et aux extraits de comptes remis par les organismes dépositaires.

Pour l'accomplissement de notre mission, l'administration nous a donné tous les renseignements utiles et nécessaires.

Compte tenu des informations reprises également dans le rapport du commissaire-réviseur mentionné dans le présent rapport financier, nous vous proposons donc, Mesdames, Messieurs, d'approuver les comptes annuels tels qu'ils vous sont présentés par le conseil d'administration.

Bruxelles, le 4 avril 2016.

Ph. BARETTE

W. STOEFS



RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Rapports du Conseil d'administration, du Collège des commissaires
et du Commissaire-réviseur à l'Assemblée générale des associés

Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE GESTION

Principe de consolidation

L'ordonnance du 19 avril 2007 - avec prise d'effet au 31 mars 2007 - portant des dispositions diverses en matière de service public de transport en commun urbain dans la Région de Bruxelles-Capitale prévoit la création de la société anonyme de droit public "Citeo" ayant principalement pour objet la gestion et le développement d'infrastructures nécessaires au service public de transport en commun urbain.

Le capital est détenu par la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (STIB) à concurrence de toutes les actions moins une et par la Société régionale d'investissement de Bruxelles (SRIB) pour la part restante.

La STIB est tenue par les articles 109 et suivants du Code des sociétés à la publication de comptes consolidés.

Périmètre et méthodes de consolidation

La STIB, société consolidante, détient une participation (comprises dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) dans les sociétés mentionnées ci-après :

| Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, le numéro d'entreprise | Droits sociaux détenus directement | | Données extraites des derniers comptes annuels disponibles | | |
|---|------------------------------------|---------|--|---------------------------------|--------------|
| | Nombre | % | Comptes annuels arrêtés au | Capitaux propres (en unités) | Résultat net |
| CITEO SA de droit public Rue des Colonies 62 1000 Bruxelles - Belgique 0889.267.195 | 293.666 | 99,99 % | 31/12/2014 | 82.613.333 | 1.664.737 |
| TRANSURB TECHNIRAIL SA Rue Ravenstein 60, boîte 18 1000 Bruxelles - Belgique 0413.393.907 | 200 | 8,00 % | 31/12/2014 | 4.906.297 | -1.353.150 |
| OPTIMOBIL SA Rue Theresienne 7 A 1000 Bruxelles - Belgique 0479.561.664 | 495 | 49,50 % | 31/12/2014 | 762.862 | 278.571 |
| BELGIAN MOBILITY CARD SA Rue de l'Evêque 1 1000 Bruxelles - Belgique 0822.658.483 | 200 | 25,00 % | 31/12/2014 | 107.276 | 19.259 |
| TRANSAMO SA Rue Camille Desmoulins 21 - 23 92130 Issy Les Moulineaux France | 96 | 4,80 % | 31/12/2014 | 2.142.170 | 148.345 |

Méthode de consolidation

Sociétés contrôlées

La STIB détient:

- 99,99% des parts de capital de Citeo;
De ce fait, elle contrôle cette société.

La méthode de consolidation retenue est donc l'intégration globale.

Autres participations

Les autres participations sont valorisées au coût historique avec une réduction de valeur en cas où la part de la STIB dans les fonds propres descend en dessous du coût historique. Les comptes qui ont été utilisés pour ce calcul sont les derniers comptes disponibles à savoir ceux arrêtés au 31 décembre 2014.

Commentaires sur les comptes annuels

Les deux sociétés STIB et Citeo présentent leurs comptes annuels légaux conformément à la législation applicable aux sociétés commerciales. L'état financier présenté consolide de façon intégrale les comptes de la STIB et de Citeo. La période comptable couverte est de 12 mois pour les deux sociétés.

Les écritures de consolidation qui concernent le bilan ont pour objet d'éliminer, d'une part, la participation dans Citeo dans l'actif de la STIB et, d'autre part, les fonds propres de Citeo, avec reconnaissance d'un intérêt de tiers pour la partie des fonds propres tenue par l'autre actionnaire.

Ses comptes annuels consolidés font apparaître un bénéfice de 28.171.966,75 EUR dont la part de la STIB est de 28.171.961,54 EUR.

Autres informations

Concernant les détails des autres informations diverses requises par la loi (article 119, 1° à 5° du Code des sociétés), nous renvoyons aux informations mentionnées en application de l'article 96 du Code des sociétés, dans le rapport de gestion de la société consolidante STIB.

Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation des comptes consolidés sont identiques à celles définies dans les commentaires des comptes 2015 de la STIB. Des écarts de consolidation positifs sont amortis en 5 années.

Fait à Bruxelles, le 26 avril 2016.

L'Administrateur-directeur général,
Brieuc de MEEÛS

Le Président du Conseil d'administration,
Thomas RYCKALTS

Bilan consolidé au 31 décembre 2015 ◦ Actif

| ACTIFS IMMOBILISÉS | 2015 | 2014 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 0,00 | 0,00 |
| II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8.548.261,10 | 0,00 |
| III. ÉCARTS DE CONSOLIDATION POSITIFS | 0,00 | 0,00 |
| IV. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1.691.707.921,52 | 1.677.724.520,43 |
| A. Terrains et constructions | 567.953.814,40 | 552.767.561,37 |
| B. Installations, machines et outillages | 163.267.551,39 | 166.849.196,39 |
| C. Mobilier et matériel roulant | 682.912.264,55 | 712.661.459,43 |
| D. Location-financement et droits similaires | 153.028.969,39 | 157.683.103,95 |
| E. Autres immobilisations corporelles | 44.945.539,98 | 46.582.772,93 |
| F. Immobilisations en cours et acomptes versés | 79.599.781,81 | 41.180.426,36 |
| V. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 77.386.480,97 | 87.316.689,26 |
| A. Sociétés mises en équivalence | 0,00 | 0,00 |
| B. Entreprises avec un lien de participation | 0,00 | 0,00 |
| C. Autres entreprises | | |
| 1. Participations, actions et parts | 714.023,29 | 734.023,29 |
| 2. Créances | 76.672.457,68 | 86.582.665,97 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | |
| VI. CRÉANCES À PLUS D'UN AN | 1.530.995,04 | 1.686.163,25 |
| B. Autres créances | 1.530.995,04 | 1.686.163,25 |
| VII. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION | 30.700.956,70 | 28.978.884,20 |
| A. Stocks | | |
| 1. Approvisionnements | 29.487.197,26 | 27.698.395,25 |
| 2. En-cours de fabrication | 1.213.759,44 | 1.280.488,95 |
| B. Commandes en cours d'exécution | 0,00 | 0,00 |
| VIII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS | 363.119.355,75 | 322.861.859,36 |
| A. Créances commerciales | 24.728.915,77 | 18.570.100,89 |
| B. Autres créances | 338.390.439,98 | 304.291.758,47 |
| IX. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE | 29.736.837,31 | 25.212.406,77 |
| B. Autres placements | 29.736.837,31 | 25.212.406,77 |
| X. VALEURS DISPONIBLES | 6.709.435,18 | 7.022.843,65 |
| XI. COMPTES DE RÉGULARISATION | 20.730.726,40 | 18.156.519,79 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 2.230.170.969,97 | 2.168.959.886,71 |

Bilan consolidé au 31 décembre 2015 o Passif

| CAPITAUX PROPRES | 2015 | 2014 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| I. CAPITAL | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| A. Capital souscrit | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| IV. RÉSERVES | 82.856.797,69 | 54.684.836,15 |
| D. Réserves consolidées | 82.856.797,69 | 54.684.836,15 |
| V. ÉCARTS DE CONSOLIDATION NÉGATIFS | 0,00 | 0,00 |
| VI. ÉCARTS DE CONVERSION | 0,00 | 0,00 |
| VII. SUBSIDES EN CAPITAL | 1.625.454.359,70 | 1.566.967.405,71 |
| INTÉRÊTS DE TIERS | | |
| VIII. INTÉRÊTS DE TIERS | 283,27 | 278,06 |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | |
| IX. PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | 164.475.175,58 | 157.240.275,10 |
| A. Prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | 116.130.968,25 | 116.317.794,34 |
| B. Charges | 0,00 | 0,00 |
| C. Risques et charges pour regroupement des ateliers et des services administratifs | 19.359.692,00 | 9.132.000,00 |
| D. Autres risques et charges | | |
| • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 12.684.081,22 | 12.268.688,73 |
| • Provision heures à récupérer | 10.498.940,18 | 12.430.588,58 |
| • Provision pour litiges en cours | 3.470.000,00 | 5.157.841,05 |
| • Provision pour litige social | 1.557.628,66 | 1.159.497,13 |
| • Autres provisions | 773.865,27 | 773.865,27 |
| DETTES | | |
| X. DETTES À PLUS D'UN AN | 70.655.377,66 | 81.450.242,10 |
| A. Dettes financières | | |
| 3. Dettes de location-financement et assimilés | 7.776.647,34 | 14.707.081,29 |
| 4. Établissements de crédit | 62.600.000,00 | 66.000.000,00 |
| C. Acomptes reçus sur commande | 0,00 | 0,00 |
| D. Autres dettes | 278.730,32 | 743.160,81 |
| XII. DETTES À UN AN AU PLUS | 199.506.565,52 | 225.364.680,10 |
| A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 10.330.433,93 | 21.551.347,78 |
| B. Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. Dettes commerciales - Fournisseurs | 94.486.114,65 | 103.868.665,61 |
| D. Acomptes reçus | 1.981.288,44 | 23.158,00 |
| E. Dettes fiscales, salariales et sociales | 87.446.483,14 | 94.629.907,74 |
| F. Autres dettes | 5.262.245,36 | 5.291.600,97 |
| XIII. COMPTES DE RÉGULARISATION | 50.222.410,55 | 46.252.169,49 |
| TOTAL DU PASSIF | 2.230.170.969,97 | 2.168.959.886,71 |

Examen du bilan consolidé au 31 décembre 2015 o Actif

ACTIFS IMMOBILISÉS

| | |
|---|-------------------------|
| I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 0,00 |
| Frais de restructuration | 9.814.152,39 |
| Amortissement | -9.814.152,39 |
| II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8.548.261,10 |
| Droits d'usage de logiciels appartenant à des tiers | 5.865.314,45 |
| Amortissement | 2.682.946,65 |
| III. ÉCARTS DE CONSOLIDATION POSITIFS | 0,00 |
| IV. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1.691.707.921,52 |
| A. Terrains et constructions | 567.953.814,40 |
| B. Installations, machines et outillage | 163.267.551,39 |
| C. Mobilier, matériel roulant et pièces réparables (UNBW) | 682.912.264,55 |
| D. Location-financement et droits similaires | 153.028.969,39 |
| E. Autres immobilisations corporelles | 44.945.539,98 |
| F. Immobilisations en cours et acomptes versés | 79.599.781,81 |
| V. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 77.386.480,97 |
| A. Sociétés mises en équivalence | 0,00 |
| B. Entreprises avec un lien de participation | 0,00 |
| C. Autres entreprises | |
| 1. Participations, actions et parts | 714.023,29 |
| 2. Créances | 76.672.457,68 |

ACTIFS CIRCULANTS

| | |
|---|-----------------------|
| VI. CRÉANCES À PLUS D'UN AN | 1.530.995,04 |
| B. Autres créances | 1.530.995,04 |
| VII. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION | 30.700.956,70 |
| A. Stocks | 30.700.956,70 |
| 1. Approvisionnements | 29.487.197,26 |
| 2. Fabrications et travaux en cours | 1.213.759,44 |
| VIII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS | 363.119.355,75 |
| A. Créances commerciales | 24.728.915,77 |
| • Clients | 23.666.544,86 |
| • Fournisseurs (débiteurs) | 24.069,00 |
| • Factures à établir | 967.382,53 |
| • Acomptes versés | 0,00 |
| • Créances douteuses | 70.919,38 |
| B. Autres créances | 338.390.439,98 |
| • Personnel | 311.905,73 |
| • Créances fiscales et sociales | 7.408.597,90 |
| • Quote-part de l'État dans les intérêts sur emprunts | 0,00 |
| • Rémunérations du personnel détaché | 0,00 |
| • Solde de la subvention d'exploitation à recevoir | 314.997.990,15 |
| • Divers | 15.671.946,20 |
| IX. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE | 29.736.837,31 |
| X. VALEURS DISPONIBLES | 6.709.435,18 |
| XI. COMPTES DE RÉGULARISATION | 20.730.726,40 |

TOTAL DE L'ACTIF **2.230.170.969,97**

Examen du bilan consolidé au 31 décembre 2015 o Passif

CAPITAUX PROPRES

| | |
|---|-------------------------|
| I. CAPITAL | 37.000.000,00 |
| IV. RÉSERVES | 82.856.797,69 |
| A. Réserve légale | 11.041.653,26 |
| D. Réserves disponibles | 71.815.144,43 |
| • Fonds d'investissement | 68.056.318,53 |
| • Fonds d'intérêts et de créances douteuses | 127.297,54 |
| • Autres réserves disponibles | 3.631.528,36 |
| V. ÉCARTS DE CONSOLIDATION NÉGATIFS | 0,00 |
| VI. ÉCARTS DE CONVERSION | 0,00 |
| VII. SUBSIDES EN CAPITAL | 1.625.454.359,70 |

INTÉRÊTS DE TIERS

| | |
|--------------------------------------|---------------|
| VIII. INTÉRÊTS DE TIERS | 283,27 |
|--------------------------------------|---------------|

PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

| | |
|--|-----------------------|
| IX. PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | 164.475.175,58 |
| A. Provision pour pensions et autres obligations similaires | 116.130.968,25 |
| B. Provision pour charges | 0,00 |
| C. Provision constituée pour couvrir le coût probable des regroupements des ateliers et services administratifs | 19.359.692,00 |
| D. Autres risques et charges | 28.984.515,33 |
| • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 12.684.081,22 |
| • Provision pour litiges en cours | 3.470.000,00 |
| • Provision pour heures à récupérer | 10.498.940,18 |
| • Provision pour litige social | 1.557.628,66 |
| • Provision autres | 773.865,27 |

DETTES

| | |
|--|-----------------------|
| X. DETTES À PLUS D'UN AN | 70.655.377,66 |
| A. Dettes financières | 70.376.647,34 |
| 3. Dettes de location-financement et assimilés | 7.776.647,34 |
| 4. Établissements de crédit: Emprunts à long terme pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 62.600.000,00 |
| C. Acomptes reçus sur commande | 0,00 |
| D. Autres dettes | 278.730,32 |
| XI. DETTES À UN AN AU PLUS | 199.506.565,52 |
| A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 10.330.433,93 |
| • Dettes de location-financement mobilier | 10.330.433,93 |
| • Remboursements dont l'échéance se situe en 2014 sur les emprunts à long terme pris pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | |
| B. Dettes financières – Établissements de crédit | 0,00 |
| C. Dettes commerciales | 94.486.114,65 |
| D. Acomptes reçus | 1.981.288,44 |
| E. Dettes fiscales, salariales et sociales | 87.446.483,14 |
| F. Autres dettes | 5.262.245,36 |
| XII. COMPTES DE RÉGULARISATION | 50.222.410,55 |

| | |
|------------------------------|-------------------------|
| TOTAL DU PASSIF | 2.230.170.969,97 |
|------------------------------|-------------------------|

Résultats au 31 décembre 2015 ◦ Charges

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | 2015 | 2014 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| II. COÛT DES VENTES ET PRESTATIONS | 880.313.017,96 | 833.037.631,85 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 38.543.208,62 | 36.195.000,80 |
| 1. Achats et sous-traitances générales | 40.682.496,86 | 38.644.015,34 |
| 2. Variation des stocks (augmentation –, réduction +) | (2.139.288,24) | (2.449.014,54) |
| B. Services et biens divers | 136.138.546,18 | 118.014.683,62 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 530.783.086,66 | 507.805.192,54 |
| D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | 163.418.374,07 | 136.103.523,53 |
| E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales | (515.874,43) | 2.598.078,74 |
| F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations –) | 7.234.900,48 | 26.150.478,06 |
| G. Autres charges d'exploitation | 4.710.776,38 | 6.170.674,56 |
| H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (–) | 0,00 | 0,00 |
| I. Amortissements sur écarts de consolidation positifs | 0 | 0 |
| RÉSULTATS FINANCIERS | | |
| V. CHARGES FINANCIÈRES | 7.855.153,41 | 4.345.474,22 |
| A. Charges des dettes | 3.343.878,20 | 3.963.108,16 |
| B. Amortissements sur écarts de consolidation positifs | 0,00 | 0,00 |
| C. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E (dotations +, reprises –) | 54.639,37 | (314.947,64) |
| D. Autres charges financières | 4.456.635,84 | 697.313,70 |
| RÉSULTATS EXCEPTIONNELS | | |
| VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES | 238.516,14 | 620.327,33 |
| A. Amortissement et réductions de valeur exceptionnels | 0,00 | 0,00 |
| B. Réductions de valeur sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| D. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, utilisations –) | 0,00 | 0,00 |
| F. Autres charges exceptionnelles | 238.516,14 | 620.327,33 |
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | |
| X. IMPÔTS | 562.512,98 | 146.992,08 |
| TOTAL DES CHARGES | 888.969.200,49 | 838.150.425,48 |

Résultats au 31 décembre 2015 o Produits

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2015 | 2014 |
|--|--|-----------------------|-----------------------|
| I. VENTES ET PRESTATION | | 743.371.201,69 | 690.489.062,90 |
| A. Chiffre d'affaires | | 271.885.784,96 | 266.826.090,04 |
| B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -) | | (66.729,51) | (556.625,98) |
| C. Production immobilisée | | 53.381.460,00 | 25.804.376,80 |
| D. 1. Autres produits d'exploitation | | 418.170.686,24 | 398.415.222,04 |
| 2. Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les frais de fonctionnement | | 0,00 | 0,00 |

RÉSULTATS FINANCIERS

| | | | |
|---|--|-----------------------|-----------------------|
| IV. PRODUITS FINANCIERS | | 173.102.770,50 | 148.182.266,15 |
| A. Produits des immobilisations financières | | 1.757.617,57 | 1.844.699,87 |
| B. Produits des actifs circulants | | 689.267,46 | 1.186.459,46 |
| C. Autres produits financiers | | 170.655.885,47 | 145.151.106,82 |

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

| | | | |
|--|--|-------------------|---------------------|
| VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 667.195,05 | 1.815.434,84 |
| A. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 500.003,52 | 500.000,00 |
| B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières | | 0,00 | 0,00 |
| C. Plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés | | 0,00 | 2.007,32 |
| D. Autres produits exceptionnels | | 167.191,53 | 1.313.427,52 |

| | | |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES PRODUITS | 917.141.167,24 | 840.486.763,89 |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ

| | | | |
|--------------------------------|--|----------------------|---------------------|
| XII. BÉNÉFICE CONSOLIDÉ | | 28.171.966,75 | 2.336.338,41 |
| A. Part de tiers | | 5,21 | 5,67 |
| B. Part du groupe | | 28.171.961,54 | 2.336.332,74 |

Examen du bilan consolidé au 31 décembre 2015

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

| Année des emprunts | Montant des emprunts | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2014 | Remboursement au cours de l'année 2015 | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2015 | Remboursement au cours de l'année 2016 | Montant à rembourser au-delà du 31 déc. 2016 | Montant à rembourser à partir du 01/01/2017 jusqu'au 31/12/2020 | Montant à plus de 5 ans |
|--------------------|-----------------------|--|--|--|--|--|---|-------------------------|
| 1984 | 12.394.676,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.552.326,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1985 | 6.841.861,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6.792.282,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12.146.782,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1986 | 1.536.939,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1987 | 7.064.965,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.948.956,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1990 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1991 | 46.881.741,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 5.275.056,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1992 | 26.499.817,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 54.933.205,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1993 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1994 | 34.754.672,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 35.250.459,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1995 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1996 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1997 | 49.578.704,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1998 | 51.685.799,92 | 4.858.713,09 | 4.858.713,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1999 | 83.589.696,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2002 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2004 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2005 | 21.000.000,00 | 8.400.000,00 | 1.400.000,00 | 7.000.000,00 | 1.400.000,00 | 5.600.000,00 | 5.600.000,00 | 0,00 |
| 2006 | 58.320.000,00 | 6.480.000,00 | 6.480.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2007 | 30.000.000,00 | 18.000.000,00 | 2.000.000,00 | 16.000.000,00 | 2.000.000,00 | 14.000.000,00 | 8.000.000,00 | 6.000.000,00 |
| 2008 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2009 | 43.000.000,00 | 43.000.000,00 | 0,00 | 43.000.000,00 | 0,00 | 43.000.000,00 | 43.000.000,00 | 0,00 |
| 2010 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2011 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2012 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2013 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2014 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 816.054.912,57 | 80.738.713,09 | 14.738.713,09 | 66.000.000,00 | 3.400.000,00 | 62.600.000,00 | 56.600.000,00 | 6.000.000,00 |

CAPACITÉS D'EMPRUNTS DISPONIBLES AVEC OCTROI DE LA GARANTIE RÉGIONALE

| | | | | | | | | |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| TOTAL | 816.054.912,57 | 80.738.713,09 | 14.738.713,09 | 66.000.000,00 | 3.400.000,00 | 62.600.000,00 | 56.600.000,00 | 6.000.000,00 |
|--------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|

Annexe

I. à III. ÉTATS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| | Frais de restructuration | Concessions, brevets, licences, etc. | Terrains et constructions | Installations, machines et outillages |
|--|-----------------------------|--|------------------------------|---|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 9.814.152,39 | 1.242.406,57 | 1.081.247.084,23 | 409.608.008,14 |
| • Mutation de l'exercice | | | | |
| - Acquisitions (y compris production immobilisée) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Constitution | | | | |
| - Cessions et désaffectations | 0,00 | 0,00 | 8.982.536,78 | 12.959,09 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 11.858.785,67 | 3.144.327,00 | 75.773.769,05 | 26.164.439,46 |
| • Au terme de l'exercice | 21.672.938,06 | 4.386.733,57 | 1.148.038.316,50 | 435.759.488,51 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 9.814.152,39 | 1.242.406,57 | 528.479.522,86 | 242.758.811,75 |
| • Mutations de l'exercice | | | | |
| - Actés | 5.993.471,22 | 461.380,35 | 57.141.813,50 | 29.744.450,30 |
| - Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 0,00 | 0,00 | 5.536.834,26 | 11.324,93 |
| - Constitutions | | | | |
| - Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| • Au terme de l'exercice | 15.807.623,61 | 1.703.786,92 | 580.084.502,10 | 272.491.937,12 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 5.865.314,45 | 2.682.946,65 | 567.953.814,40 | 163.267.551,39 |

| | Mobilier et matériel roulant | Location- financement et droits similaires (mobilier et matériel roulant) | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et acomptes versés |
|--|---------------------------------|---|--|---|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 1.455.833.534,34 | 162.966.821,56 | 96.399.771,66 | 41.180.426,36 |
| • Mutation de l'exercice | | | | |
| - Acquisitions (y compris production immobilisée) | 439.006,27 | 0,00 | 0,00 | 188.458.455,16 |
| - Constitution | | | | |
| - Cessions et désaffectations | 1.155.277,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 33.049.843,24 | 0,00 | 47.935,29 | -150.039.099,71 |
| • Au terme de l'exercice | 1.488.167.106,40 | 162.966.821,56 | 96.447.706,95 | 79.599.781,81 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| • Au terme de l'exercice précédent | 743.172.074,91 | 5.283.717,61 | 49.816.998,73 | 0,00 |
| • Mutations de l'exercice | | | | |
| - Actés | 63.237.952,38 | 4.654.134,56 | 2.185.168,24 | 0,00 |
| - Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 1.155.185,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - Constitutions | | | | |
| - Reprises | 0,00 | 0,00 | 500.000,00 | 0,00 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| • Au terme de l'exercice | 805.254.841,85 | 9.937.852,17 | 51.502.166,97 | 0,00 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 682.912.264,55 | 153.028.969,39 | 44.945.539,98 | 79.599.781,81 |

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA STIB SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les déclarations complémentaires requises. Ces comptes consolidés comprennent le bilan au 31 décembre 2015, le compte de résultats de l'exercice clos à cette date et l'annexe.

RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS – OPINION SANS RÉSERVE

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société S.T.I.B. pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan consolidé s'élève à **2.230.170.969,97 EUR** et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice de **28.171.966,75 EUR**.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Collège de commissaires

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs, relève du jugement du collège de commissaires. En procédant à cette évaluation des risques, le collège des commissaires prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé de la S.T.I.B. au 31 décembre 2015, ainsi que de ses résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Paragraphe relatif à d'autres points

Vu les exigences multiples avec lesquelles la société est confrontée, l'organe de gestion doit poursuivre le développement du système de contrôle interne et optimiser les mesures de gestion mises en place pour mieux maîtriser les incertitudes liées aux risques identifiés.

La STIB reçoit des subsides auxquelles des conditions sont liées. Tous les subsides n'ont pas été soumis à des contrôles par les autorités compétentes.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur comptes annuels:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des mentions requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Bruxelles, le 27 avril 2016

LE COLLÈGE DES COMMISSAIRES,

RSM RÉVISEURS D'ENTREPRISES, représenté par

Vinciane Maricq

Réviser d'entreprises

Jean-François Nobels

Réviser d'entreprises

SCCRL MAZARS RÉVISEURS D'ENTREPRISES, représenté par

Philippe Gossart

Réviser d'entreprises

Lieven Acke

Réviser d'entreprises

Décharge

Nous vous prions d'accorder décharge aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat, ainsi qu'aux commissaires pour leur mission effectuée durant l'exercice écoulé.

Fait à Bruxelles, le 26 avril 2015.

L'Administrateur-directeur général,
Brieuc de MEEÛS

Le Président du Conseil d'administration,
Thomas RYCKALTS

Bruxelles, c'est nous tous

www.stib.be

CHIFFRES CLÉS

8.003 collaborateurs

370,2 millions de voyages

44,7 millions de kilomètres parcourus

4 lignes de métro

17 lignes de tramway

50 lignes d'autobus

11 lignes de nuit



.brussels 
C'EST NOUS TOUS